

*Université mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou*

*Faculté des sciences économique et gestion.*

*Département des sciences de gestion.*



## *Mémoire fin d'étude*

*En vue de l'obtention du Diplôme de Master en Management*

*Bancaire*

*Spécialité : Management Bancaire*

### *Thème*

*Le montage et l'étude d'un dossier de crédit  
d'exploitation.*

*Cas de AGB Banque Azazga*

*Réalisé par*

- *HABOU Ouassila.*

*Encadré par*

*Mr. KABENE Ahmed*

*Soutenu devant le jury composé de*

*Président : BOUREKACHE FERROUDJA      MCA*

*Examineur : GUERMAH HAYAT      MAA*

*Promoteur : KABENE AHMED      MCA*

*Année 2023- 2024*

*Date de la soutenance : 14/09/2024*

# *Remerciement*

*Nous tenons à exprimer la profonde gratitude à toutes les personnes qui nous ont aidés dans la réalisation de ce mémoire.*

*Tout d'abord, nous souhaitons remercier chaleureusement l'encadrant, Monsieur KABENE pour son encadrement et ses précieux conseils tout au long de ce projet.*

*Nous remercions également les membres du jury pour leur temps et d'avoir accepté d'évaluer ce travail.*

*Nos remerciements les plus sincères pour les responsables de l'agence Gulf Bank Algérie Azazga pour leur soutien et les ressources mises à notre disposition, leur aide a été essentiel pour mener à bien cette recherche.*

*Enfin, nous exprimons notre profonde reconnaissance à tous ceux qui ont apporté leur aide de près ou de loin, vos contributions nous ont été d'un grand secours et nous vous en sommes infiniment reconnaissants.*

# ***Dédicace***

*Je dédie ce travail à*

*Moi-même, pour mes sacrifices, ma confiance en soi et ma  
patience tout au long du chemin*

*A mes parents, pour leur patience, leurs encouragements  
constants et les sacrifices qu'ils ont consentis pour mon  
éducation.*

*A mes frères et ma sœur Sabrina et ma petite Léanne pour leur  
compréhension et leur soutien moral*

*A mes grands-parents, pour leurs bénédictions et leur sagesse*

*A mon fiancé Rami GAYA pour son amour, sa patience et son  
soutien indéfectible tout au long de cette période*

*A Samy, Aylene et Kylane*

*A Melle DEBBAL pour son aide et son encouragement*

*A mes amis pour leurs conseils et les moments de détente qui  
ont rendu cette période plus agréable.*

### Liste des abréviations

**AGB** : Gulf Bank Algérie

**LCR** : Lettre de change relevée

**CMCC** : Crédit de mobilisation des créances commerciales

**NIS** : Numéro d'identification statistique

**CNAS** : Caisse national des assurances sociales des travailleurs

**CASNOS** : Caisse national de sécurité sociale des non-salariés

**CACOBATPH** : Caisse national des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, de travaux publics et de l'hydrauliques

**SPA** : Société par actions

**EURL** : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

**SARL** : Société à responsabilité limitée

**SA** : Société anonyme

**SASU** : Société par actions simplifiée unipersonnelle

**ANDI** : Agence nationale du développement des investissements

**KYC**: Know your customer

**FATCA**: Foreign account tax compliance act

**RCC** : Ratio de rotation client

**RCP** : Ratio des capitaux permanents

**TCR** : Tableau de compte de résultat

**SIG** : Solde intermédiaire de gestion

**HT** : Hors taxe

**CA** : Cout d'achat

**PME** : petite et moyenne entreprise

**PMI** : Petite et moyenne entreprise industrielle

**TPE** : Très petite entreprise

**CEDAC** : compte étranger en dinars algérien convertibles

**INR** : Compte intérieur non-résident

**ACE** : Automatisation des crédits aux entreprises

**CRM**: Customer relationship management

**GR**: Grandes relations

**ADM** : Administration du crédit

**BU** : Bureau d'information sur le crédit

**TA** : Ticket d'autorisation

**MC** : Marge de crédit

**TVA** : Taxe sur la valeur ajoutée

**TTC** : Toutes taxes comprises

❖ Liste des tableaux

<i>Tableau n° 01</i>	Tableau comparatif entre les formes juridiques des entreprises	P32
<i>Tableau n° 02</i>	Les causes de la variation des ratios	P41
<i>Tableau n° 03</i>	Bilan financier	P43
<i>Tableau n° 04</i>	Tableau des produits et services offert au niveau de AGB	P52
<i>Tableau n° 05</i>	Tableau de la segmentation de la direction de financement	P57
<i>Tableau n° 06</i>	Les mouvements confis de l'entreprise en 2020-2023	P67
<i>Tableau n° 07</i>	Calcul du ratio de solvabilité	P67
<i>Tableau n° 08</i>	Calcul du ratio de rentabilité	P68
<i>Tableau n° 09</i>	L'analyse de la structure financière de l'entreprise	P68
<i>Tableau n° 10</i>	L'analyse du cycle d'exploitation de l'entreprise	P69
<i>Tableau n° 11</i>	L'analyse de l'endettement de l'entreprise	P70

❖ Liste des figures

<b>Figure n° 01</b>	Les fonctions principales de la banque	<b>P09</b>
<b>Figure n° 02</b>	Les types des crédits par caisse	<b>P19</b>
<b>Figure n° 03</b>	L'environnement économique de l'entreprise	<b>P31</b>
<b>Figure n° 04</b>	Les différents ratios	<b>P35</b>
<b>Figure n° 05</b>	Les valeurs de AGB	<b>P51</b>
<b>Figure n° 06</b>	Schéma récapitulatif intervenant dans le traitement du dossier de crédit bancaire sur la plateforme ACE	<b>P60</b>
<b>Figure n° 07</b>	Schéma récapitulatif de la structure organisationnelle de Gulf Bank Algérie	<b>P61</b>
<b>Figure n° 08</b>	Schéma récapitulatif sur les intervenants dans le traitement du dossier de crédit bancaire	<b>P62</b>
<b>Figure n° 09</b>	Processus de montage- traitement – mise en place et suivi	<b>P63</b>

# *Sommaire*

<i>Introduction générale</i> .....	01
------------------------------------	----

## *Partie Théorique*

### *Chapitre I : Généralités sur la banque et les crédits d'exploitation*

<b>Introduction</b> .....	04
<b>Section 01 : Concept général sur la banque</b> .....	05
<b>Section 02 : Les crédits d'exploitation</b> .....	15
<b>Section 03 : Les risques d'un crédit d'exploitation</b> .....	21
<b>Conclusion</b> .....	24

### *Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation*

<b>Introduction</b> .....	25
<b>Section 01 : Processus de montage d'un dossier de crédit d'exploitation</b> .....	26
<b>Section 02 : L'analyse financière</b> .....	34
<b>Conclusion</b> .....	48

## *Partie Pratique*

### *Chapitre III : Méthode de traitement d'un dossier de crédit d'exploitation*

<b>Introduction</b> .....	49
<b>Section 01 : Présentation de l'établissement d'accueil</b> .....	50
<b>Section 02 : traitement d'un dossier de crédit d'exploitation</b> .....	64
<b>Conclusion</b> .....	72
<b>Conclusion générale</b> .....	73

### *Références Bibliographiques.*

# *Introduction générale*

### Introduction générale

Dans le monde économique, le secteur bancaire est un élément fondamental qui se considère comme un moteur financier qui facilite de nombreux échanges et les transactions entre les agents économique.

Le système bancaire d'un pays est composé de prêteurs bancaires et non bancaires, d'assureurs, de marché de titres et de fonds de placement. Il comprend également des chambres de compensation, des prestataires de services de paiement, une banque centrale, une instance de réglementation et une instance de contrôle. Ces institutions constituent un cadre permettant d'effectuer les opérations économiques, de conduire la politique monétaire et d'orienter l'épargne vers l'investissement. <sup>1</sup>

Le système bancaire en Algérie, est marqué par plusieurs étapes depuis l'indépendance du pays en 1962. Il a été constitué en deux étapes principales dont la première c'était la structuration autour de la création d'un système bancaire national propre au pays, visant à établir l'indépendance financière et à soutenir le développement économique nationalisé. Cette étape a été caractérisée par la nationalisation des banques et la centralisation des opérations financières sous la direction de la banque centrale d'Algérie et des institutions publique.

La deuxième étape, entamée dans les années 1990, elle a été fondée sur la libéralisation du ce secteur et son ouverture aux investisseurs privés nationaux ou étrangers. Cette libéralisation a été facilitée par la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, est la loi qui a défini la banque centrale et le système bancaire, et qui a permis la création des banques privées et l'installation des institutions financières étrangère sur le marché algérien.

Avec cette ouverture et modernisation du secteur bancaire, les produits financiers offerts sont nombreux, comprenant des outils indispensables comme les crédits d'exploitation.

Les crédits d'exploitation permettent aux entreprises de couvrir leurs besoins opérationnels à court terme, tels que l'achat de matières premières, le paiement des salaires et autres dépenses courantes, sont devenus un outil fondamental pour maintenir la liquidité des entreprises.

---

1 International Monetary Fund (consulté le 19/04/2024) <https://www.imf.org/fr/About/Factsheets/Financial-System-Soundness>

Ce type de crédit, joue un rôle indispensable dans le renforcement du tissu économique algérien en encourageant la croissance et la stabilité économiques à travers un soutien aux entreprises.

Cependant, l'obtention d'un crédit d'exploitation n'est pas toujours garantie et repose sur plusieurs éléments il est important d'examiner les divers critères et processus impliqués.

Et pour une meilleure illustration de la manière dont la banque finance un crédit d'exploitation, nous allons essayer de répondre à la problématique suivante

### ➤ **Quel est le processus d'un montage et l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation ?**

En effet, cette problématique nous incite à examiner les différents aspects liés à cette réflexion :

- Quels sont les différents documents exigés pour la constitution d'un dossier de crédit d'exploitation ?
- Quelle est l'étude menée pour le traitement d'un dossier de crédit d'exploitation
- Quels sont les garanties pour l'octroi d'un crédit d'exploitation ?

### ❖ **Objectif du travail**

Il s'agit de comprendre les principes généraux de montage et du traitement d'un dossier de crédit d'exploitation. C'est comprendre les critères de sélection des institutions financières, d'analyser les documents et nécessaires ainsi d'identifier les meilleures pratiques pour préparer un dossier solide.

### ❖ **Méthodologie de recherche**

Pour apporter des éléments de réponse à notre problématique, nous avons adopté une méthode descriptive et analytique.

D'une part, la démarche descriptive pour présenter et décrire les moyens de financement disponibles en Algérie, spécifiquement en AGB

D'autre part, la démarche analytique pour utiliser certains éléments de l'analyse financière ainsi, quelques données de la comptabilité financière.

Pour mieux comprendre le sujet, nous avons consulté des ouvrages sur le financement de la manière globale. Nous avons visité des sites web, des mémoires qui porte le même thème et mené des entretiens avec des banquiers pour finaliser cette étude.

### ❖ La structure du travail

Pour bien exposer notre mémoire qui est intitulé de montage et étude d'un dossier de crédit d'exploitation au sein de AGB Azazga, notre plan contient trois chapitres

Le premier chapitre exposera les généralités sur la banque ainsi les crédits en d'exploitation. Le deuxième chapitre mettra la lumière sur la constitution de dossier de crédit d'exploitation et la méthode que le banquier adapte pour analyser la réputation de l'entreprise de son client. En dernier lieu, nous terminerons avec l'étude d'un cas d'exploitation au sein de l'agence AGB Aazaga, et illustrant la démarche d'entreprise par le banquier avant de prendre une décision.

# *Partie Théorique*

# ***Chapitre I***

*Généralités sur la banque et les crédits  
d'exploitation*

## Introduction

Au cœur du système financier, la banque joue un rôle d'intermédiaire financier. Elle est considérée comme un acteur principal dans le développement économique en offrant des services aux clients et en travaillant sur leurs satisfactions.

En mobilisant ses ressources, et en orientant ses investissements, elle peut contribuer à financer des projets et des initiatives des particuliers ou des petites ou moyennes entreprises.

Les crédits bancaires sont souvent classés par la durée en : crédits à court terme pour les besoins d'exploitation et à long terme pour les besoins d'investissement.

Nous développerons ainsi les crédits d'exploitation, les besoins d'exploitation qui rependent à des besoins ponctuels et récurrents des entreprises.

Ce chapitre est scindé en trois sections, la première explorera les différentes généralités sur la banque, la deuxième section se concentrera sur les mécanismes d'un crédit d'exploitation et leur typologie. Et la troisième section mettra la lumière sur les risques liés aux crédits d'exploitation.

## Section 01 : Concept général sur la banque

Les banques jouent un rôle central dans l'économie en facilitant l'accès au financement pour les individus et les entreprises.

Ces crédits sont accordés sous conditions, prenant en compte la solvabilité des emprunteurs et les garanties proposées.

Dans cette section, nous allons définir quelle est une banque et quel est un crédit bancaire et leurs fonctions après, nous allons parler sur leurs caractéristiques et leurs classifications.

### 1. Définition de la banque

La banque est définie comme « *la banque est un intermédiaire financier qui redistribue sous forme de crédits les fonds qu'il collecte auprès des agents économiques en vue de réaliser un profit* ». <sup>2</sup>

Et selon l'article 119 de la loi Algérienne n° 90-10 sur la monnaie et le crédit du 14.4.1990 : « *c'est une personne morale habilitée à effectuer, à titre de profession habituelle, toutes les opérations de banque : la réception des fonds du public, l'octroi de crédit, la mise à la disposition du public des moyens de paiements et la gestion de ceux-ci* » <sup>3</sup>

La banque, est une institution financière habilitée à recevoir des dépôts à vue du public et à effectuer toutes opérations de banque. Elle agit en tant qu'intermédiaire entre les offreurs et les demandeurs de capitaux :

- Elle reçoit des dépôts et accorde des crédits
- Elle règle les ordres de paiement à des tiers, soit par chèque, soit par transfert électronique
- Elle propose de nombreux autres services : conseil, services d'assurance, services de gestion de portefeuilles <sup>4</sup>

#### 1.1. Les fonctions des banques

Les banques sont des entreprises de services, produisant et vendant des services financiers variés, au premier rang desquels figure la gestion des fonds d'autrui. Leur succès dépend naturellement de leur capacité à identifier les attentes de leur clientèle et répondre de façon

<sup>2</sup> Tahar hadj sado, « les risques de l'entreprise et de la banque », Dahlab, Alger, Algérie, 2012, p7

<sup>3</sup> Article 119 de la loi Algérienne n° 90-10 sur la monnaie et le crédit du 14.4.1990

<sup>4</sup> Josette ; Pyard.M : Dictionnaire de finance, édition Vuibert, 2eme édition, paris , 2001, p25

efficace à un prix compétitif. Dans cette section, nous passerons en revue les principales fonctions telles que présentées par Farouk BOUYACOUB assumées par les banques et resituons ces fonctions dans un environnement évolutif.<sup>5</sup>

### 1.1.1. La gestion du système de paiement

L'organisation de système de paiement, est une fonction très présente à l'heure de l'électronique et de la télématique. Les banques gèrent en effet tout le système comptable permettant l'enregistrement des flux monétaires entre agents économiques. la production de ce service donne lieu à une rémunération initialement incorporée dans la marge d'intermédiation financière mais qui de plus en plus fait l'objet d'une tarification propre perçue sous la forme de commissions. A l'intérieur de ce concept très général de gestion du système de paiement, nous trouvons des fonctions plus précises parmi lesquelles

- La gestion des opérations de change qui, historiquement, fut une des premières missions assurées par les banques
- La gestion des dépôts à vue enregistrés en compte courant et permettant aux titulaires des comptes de payer par chèques et carte de crédit les achats de biens et services. En rendant les transactions, par ce biais, plus aisées, plus rapide et plus sûre
- La garde de valeur (or, titres...) pour le compte du tiers. À cet égard, il n'est pas inutile de rappeler que les premières banques assurèrent la garde de valeur contre remise d'un certificat de dépôt, qui ne tarda pas à circuler comme moyen de paiement, étant ainsi l'ancêtre de notre monnaie fiduciaire.

### 1.1.2. La mission d'intermédiation

La fonction d'intermédiation apparaît essentielle et s'avère directement liée à la transformation des caractéristiques des dépôts reçus. Cette transformation qualitative des ressources collectées est relative aux caractéristiques des actifs transformés

- **Les échéances :** à cet égard, les banques en finançant les projets d'investissement des entreprises par l'épargne, collecter auprès des ménages, transforme des ressources à court terme en créance à plus long terme.
- **La taille ou le volume :** en organisant la collecte des ressources, les banques permettent le financement des projets lourds mobilisant, un capital infiniment plus important que l'épargne moyenne collectées auprès d'un déposant.

---

<sup>5</sup> Farouk BOUYACOUB , « l'entreprise et le financement bancaire », casbah édition, Alger 2000,p 17

- **La liquidité** : par nature, les prêts bancaires sont illiquides, la transformation de ces actifs illiquides en dépôt bancaire est une fonction supplémentaire assumé par les banques. A cet égard la préférence pour la liquidité, caractérisant, les épargnants crée, une opportunité de transformation qu'exploitent les banques. Dans cet esprit, les dépôts à vue, constituent une assurance contre le risque d'illiquidités. Cette assurance existe néanmoins, de façon moins parfaite, dès lors que les échéances des actifs bancaires sont en moyenne plus éloignées que celles des passifs.
- **Le risque** : l'épargne des ménages, dès lors qu'elle est déposée auprès d'une banque qui la transforme en crédits, subit un accroissement de risque. Limité à une seule opération, ce raisonnement est correct. Néanmoins, en collectant des ressources très larges et en les réinvestissant dans un portefeuille très diversifié d'entreprise et de projets, les banques exploitent les avantages de la diversification et minimisent le risque moyen de défaillance.<sup>6</sup>

### 1.1.3. Une mission d'assurance

Cette mission s'exerce vis-à-vis des clients de la banque et du risque d'insolvabilité de ceux-ci. Lorsque ce risque est matérialisé, la banque peut intervenir en fournissant les liquidités sans lesquelles le client ferait défaut. Cette assurance implicite qui est exercée de façon discrétionnaire, peut prendre plusieurs formes allant de l'autorisation de découvert à l'escompte d'effets en passant par la signature d'un accord de substitution pour les entreprises engagées dans un programme d'émission de titres au cas où le marché s'avérait incapable d'absorber une émission donnée. Si cette mission d'assurance est assumée par le biais d'un crédit accordé, elle diffère fondamentalement de la mission d'intermédiation précédemment évoquée dans la mesure où ce qui fonde la demande de liquidité est la matérialisation des risques d'illiquidités qui, s'il n'est pas contourné, peut entraîner la rupture de la relation commerciale entre la banque et son client.<sup>7</sup>

### 1.1.4. Une mission de conseil

Cette mission est maintenant extrêmement large, et de plus en plus valorisée pour deux raisons. D'une part, la complexité des opérations financières et la tendance observée de faire 10 direction financière du centre de profit incite les entreprises à solliciter l'avis d'expert financier que les banques, par leur taille, et leur position privilégiée, sont les mieux à même

---

<sup>6</sup> Farouk BOUYAKOUB (idem), p50

<sup>7</sup> Diamond, D.W., Dybvig, P.H. (1983). Bank Runs, Deposit insurance, and Liquidity. *Journal of political Economy*, 91(3), 401-419

d'employer. D'autres part, l'instabilité de certaines activités autorise une migration naturelle de ses activités des organisations bancaires vers les marchés financiers, imposant au premier une spécialisation dans le conseil et l'offre de produits sur-mesure, sous peine de marginalisation ou de disparition pure et simple. Cette mission générale de conseils et de fées, devenu très large, touchant de nombreux domaines tels que ceux de la fiscalité, de la gestion du patrimoine...etc.<sup>8</sup>

### 1.1.5. Un rôle politique

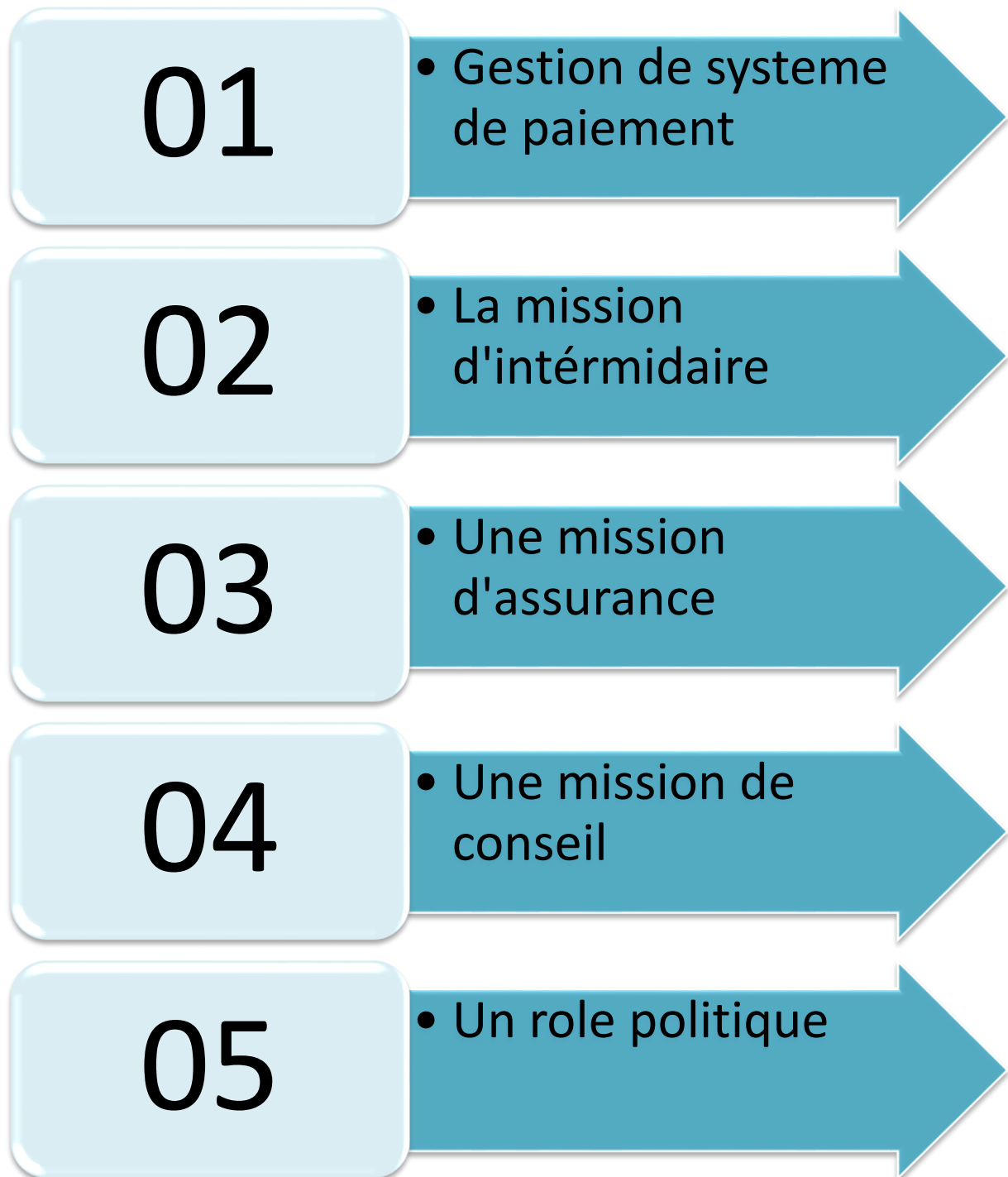
Le système bancaire assume également un rôle politique important, non pas en tant qu'initiateur d'une telle politique, mais plus en tant que relais de celle-ci y a plusieurs titres. Les banques sont ainsi un levier essentiel de la politique monétaire que celle-ci soit axée sur un contrôle quantitatif ou sur un contrôle par les taux d'intérêt. Par ailleurs, le système bancaire intervient de façon directe en souscrivant les titres émis par l'État. Par les ressources qu'il mobilise, et là cette capacité de financer individuellement.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> Boot, A. W.A (2000). Relationship banking, what do we know ?. Journal of financial intermediation ,9(1), 7-25

<sup>9</sup> Goodhart,C.A,E.(1988),The evolution of central banks. MIT Press

Figure n°1 : Les fonctions principales de la banque



Source : Réalisé par nos soins

## 1.2. Classification des banques

Nous distinguons trois différentes catégories des banques qui sont ;

## 1.2.1. Les banques de dépôt

Les banques de dépôts sont spécialisées dans la collecte de fonds auprès du public. Ces dépôts sont utilisés pour accorder des prêts aux entreprises et aux ménages pour financer les opérations d'acquisition des biens ou de l'investissement. Les prêts font objet d'une distinction

- Selon leur maturité : à court, moyen ou long terme
- Selon leur objet : financement des exportations ou des investissements, crédits d'exploitation pour les entreprises, crédits à la consommation pour les ménages

## 1.2.2. Les banques d'affaires

Elles ont pour mission d'octroyer les crédits à long terme et de gérer des participations dans des entreprises déjà créée ou en voie de création.

Pour faire ces opérations, elles doivent utiliser des ressources stables comme les fonds propres ou les produits d'émission obligatoire et non des dépôts. Elles n'ont pas le droit de recevoir des dépôts que par les entreprises d'industrielle ou les commerçants et ne peuvent accorder les crédits qu'aux entreprises dans lesquelles elles détiennent une participation <sup>10</sup>

## 1.2.3. Les banques mixtes

Aussi appelé banques universelles, ces banques associent les activités des banques d'affaires aux activités des banques de dépôts, c'est une banque à tout faire

Elles réalisent des opérations allant de simple crédit à l'émission des obligations et à la prise de participation importante dans les entreprises.

Elles traitent avec une variété de clientèle en utilisant tous types de financement et de prestations de service<sup>11</sup>

## 2. Définition d'un crédit bancaire

D'une part, il est défini comme : « contrat de prêt, ce contrat précise le montant de l'emprunt et l'échéancier des remboursements »<sup>12</sup>

<sup>10</sup> Provost. J : les mots de l'économie, édition marketing, paris. 1986,P 43

<sup>11</sup> Lalouche.K ; Maalem.D : les opérations de crédit bancaire et financement des investissements cas BNA, mémoire de Licence en science économique, option MBF, université de Béjaia, promotion 2008

<sup>12</sup> GOURIEROUX Christian, TIOMO André, « risque de crédit une approche avancée », édition ECONOMICA, paris <http://docs.finance.free.fr/DOCS/Risque%20de%20cr%E9dit%20-%20Une%20approche%20avanc%E9e.pdf> (consulté le 10/02/2024)

D'autre part, il est défini par l'article 68 de l'ordonnance 03.11 du 26 juillet 2003 complétant et modifiant la loi 90.10 du 14 avril 1990 à la monnaie et au crédit comme suit :

*« Tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie »<sup>13</sup>*

### 2.1. Caractéristiques des crédits bancaire

Les crédits d'exploitation se caractérisent par :

- **La durée** : elle va dépendre du type d'opération pour laquelle le crédit est utilisé.
- **Les bénéficiaires** : ce sont essentiellement les ménages, les entreprises et les administrations publiques
- **La destination** : il s'agit de l'utilisation qui va être faite des sommes mise à disposition. Un ménage peut emprunter pour acheter un logement (crédit immobilier) ou un téléviseur (crédit à la consommation).
- **Le cout de crédit** : le créancier qui met à la disposition un moyen de paiement va généralement exiger une rémunération : intérêt

Son montant exprimé par le taux d'intérêt dépend de plusieurs éléments :

- La loi d'offre et de la demande sur le marché des capitaux
- La durée du crédit
- Le risque pour prêteur et donc la qualité du débiteur (risque d'insolvabilité)
- Le montant du prêt
- La destination
- La politique monétaire (fixation de volume des crédits que peuvent accorder les banques)<sup>14</sup>

### 2.2. Classification des crédits bancaire

Nous pouvons classer les crédits bancaires en fonction de leurs durées en trois catégories principales qui sont :

---

<sup>13</sup> L'article 68 de l'ordonnance 03.11 du 26 juillet 2003 de la loi 90-10 du 14.04.1990 à la monnaie et au crédit

<sup>14</sup> Joelle BONEFANT & Jean LACROIX , direction des relations internationales de l'enseignement  
<https://mail.google.com/mail/u/0?ui=2&ik=51b3e35cc1&attid=0.1&permmsgid=msg-a:r-5286604983330475768&th=18fdaa5b964f00ee&view=att&disp=inline&realattid=18fdaa5a3cbaa0ceced1>  
(consulté le 11/02/2024)

- **Crédits à court terme** : ce sont des crédits qui ont un terme de durée inférieure ou égale à un an
- **Crédits à moyen terme** : ce sont des crédits qui ont un terme de durée entre 02–07 ans
- **Crédits à long terme** : ce sont des crédits qui ont un terme de durée entre 07-15 ans.

### 3. Défis de la banque

La banque est doublement attentive aux mutations qui touchent tous les acteurs de l'économie, dans un environnement complexe et certain.

Elle est attentive à ces changements :

- **Pour elle** : afin de s'adopter à l'évolution du travail et des organisations, aux attentes des collaborateurs en matière de qualité de vie au travail, de concrétisations des engagements, de réduction des inégalités et afin de protéger les transactions, les avoirs, de respecter les changements de réglementation
- **Pour ses clients** : afin de les accompagner dans leurs propres mutations, leur apporter des réponses techniques ou opérationnelles pour faciliter leur adaptation aux changements qui les impactent.

Pour accompagner un monde qui bouge, les compétences et les missions des collaborateurs de la banque s'adaptent, se transforment ; de nouveaux métiers apparaissent, de nouveaux horizons s'ouvrent.<sup>15</sup>

#### 3.1.La création de nouveaux produits ou services

La banque est en permanence à l'écoute de ses clients pour déceler de nouveaux besoins, de nouveaux usages et prendre en compte un comportement plus volatil de la clientèle. Elle est attentive aux possibilités qu'offrent les nouveaux marchés financiers afin de proposer des produits adaptés, adossés à des mécanismes financiers complexe.

Les comparateurs ont pour effet de réduire les écarts de prix sur les produits, prêts et supports traditionnels. Le marketing bancaire doit se montrer créatif pour innover et apporter de la valeur autrement, il est particulièrement attentif à la relation client et aux produits ou services susceptibles de renforcer la qualité perçue du côté du client.

---

<sup>15</sup> La banques des métiers qui bougent (consulté le 11/02.2024)  
<https://desmetiersquibougent.jinvestislavenir.fr/les-defis-de-la-banque/>

Ces récentes innovations se sont facilement glissées dans les usages, pour répondre à un besoin d'immédiateté des utilisateurs

- Le paiement par carte bleue sans contact, dont le développement a été accéléré par les gestes barrières mis en place dès le début de la crise sanitaire
- Le paiement mobile
- Le virement instantané
- Le pilotage des plafonds de carte bleue à distance
- Le paiement entre particuliers, sans frais et instantané
- La visualisation détaillée et globalisée de tous les avoirs et produits d'un client, toutes les banques confondues

**Le e-retraits :** solution de dépannage qui permet aux clients sans carte d'effectuer des opérations de retrait sur automate<sup>16</sup>

### 3.2. La dématérialisation des opérations bancaires

L'ordonnance du 4 octobre 2017 de la loi Algérienne est entrée en vigueur le 1 avril 2018. Elle autorise la dématérialisation des relations entre la banque et son client, si celui-ci l'accepte. Il peut librement accepter ou refuser celle-ci. L'enjeu est double : réduire fortement l'usage du papier et se mettre à l'écoute des attentes des consommateurs en leur permettant de réaliser leurs consultations ou transactions avec leur Smartphone ou leur ordinateur.

La banque doit donc développer des solutions digitales, renforcer la sécurité des données et faire évoluer les règles liées à la conservation des données.<sup>17</sup>

### 3.3. Le renforcement de la conformité

La conformité bancaire s'assure du respect de la réglementation, des directives nationales, européennes, internationales ainsi des règles internes au sein des banques. Chaque banque s'est dotée d'un service en charge de la mise en place et du contrôle des procédures et règles garantissant la sécurité et la régularité des transactions par tous les collaborateurs dans l'exercice de leurs missions et responsabilités. La conformité doit s'adapter à un environnement complexe en évolution permanente : d'un côté les réglementations renforcées émises par les Etats pour lutter contre le blanchiment, le financement du terrorisme, de l'autre les territoires nouveaux explorés par la transformation digitale du secteur.

---

<sup>16</sup>Domestiquequibougent.jinvestislavenir.fr (consulté le 12/02/2024)

<sup>17</sup>Vives , X. (2017). The impact of finTech on banking. European Economy, p105

Chaque nouvelle avancée nécessite la mise au point de nouvelles règles et de nouveaux contrôles de sécurité. La block Chain offre des possibilités intéressantes de sécurisation des informations et des transactions, à condition de s'entendre à l'avance entre opérateurs sur des règles communes partagées<sup>18</sup>

### 3.4.La gestion des données

La dématérialisation des interactions entre un client et sa banque se traduit par une importante production de données :

- Données personnelles, données transactionnelles et données comportementales. Ces derniers recouvrent les interactions favorites d'un client sur les supports et services numériques que la banque met à sa disposition. Elles sont précieuses pour comprendre ses attentes et être en mesure de lui proposer des innovations pertinentes.
- Encore faut-il savoir correctement les analyser, tout en respectant la législation de protection des données personnelles et en sécurisant leur stockage pour éviter toute intrusion extérieure. Ces produits en grande quantité ont longtemps été peu exploités à traiter et de fiabilité dans leur recueil. Aujourd'hui, le big data allie une puissance de traitement sur de très grands volumes en des temps très courts à l'affinement des résultats au fil des données traitées. C'est le résultat combiné de l'utilisation de calcul de haute performance avec l'intelligence artificielle, celle-ci automatise le traitement des flux de données, en progressant vers plus de performance et de fiabilité. Ce principe d'amélioration c'est le machine learning ou deep learning. <sup>19</sup>

### 3.5.La coordination bancaire internationale

Dans un contexte où les échanges et les transactions n'ont plus de frontières et les transactions n'ont plus de frontières, le secteur de la banque a besoin de s'accorder tant sur le plan technique que réglementaire au niveau international. De nombreuses instances internationales coordonnent et encadrent les activités bancaires. Ce sont en général les banques centrales des pays qui y représentent leur secteur bancaire pour sécuriser les échanges et stabiliser les marchés financiers :

- La banque centrale européenne veille à la sécurité et la solidité du système bancaire européen

---

<sup>18</sup>Domestiquequibougent.jinvestislavenir.fr (consulté le 12/02/2024)

<sup>19</sup> Kshetri,N. (2014). Big data's impact on privacy , security and consumer welfare

- La banque des règlements internationaux favorise la coopération monétaire et financière internationale et joue le rôle de banque des centrales
- Le comité de Bale assure la coordination de la régulation des activités bancaires
- Le fonds monétaire international encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationale.<sup>20</sup>

Dans cette section, nous avons vu les fonctions essentielles de la banque et l'importance de ses services pour soutenir l'économie et faciliter les transactions financières.

### Section 02 : Les crédits d'exploitation

Les crédits d'exploitation, sont des financements à court terme que les entreprises utilisent pour couvrir leurs besoins de trésorerie et financer leur cycle d'exploitation.

Ces crédits, sont d'une grande importance pour le maintien d'une liquidité suffisante, et pour soutenir la croissance des entreprises au quotidien.

Dans cette section, nous allons définir les crédits d'exploitation, et leurs typologies.

#### 1. Définition des crédits d'exploitation

Le crédit d'exploitation, également connu sous le nom de crédit de trésorerie, est un financement mis à la disposition des entreprises ou entités économiques afin de combler des besoins de trésorerie : paiement de factures, versement des salaires, décalage constaté entre les paiements et les recettes, paiement d'une caution.

##### 1.1. Importance des crédits d'exploitation

Les crédits d'exploitation, sont essentiels pour la gestion de la trésorerie des entreprises, en particulier pour celles confrontées à des variations saisonnières ou à des délais de paiement prolongés.

Ils permettent de financer les besoins immédiats comme l'achat de matières premières ou le règlement des charges courantes, tout en maintenant un flux de trésorerie stable. D'après une étude de l'observatoire des entreprises, ces crédits sont indispensables pour assurer la continuité des activités, minimiser les risques de rupture de trésorerie et soutenir la croissance, notamment en période de tension économique.

---

<sup>20</sup> Domestiquequibougent.jinvestislavenir.fr (consulté le 19/02/2024)

## 2. Typologies de crédit d'exploitation

Il existe 02 types essentiels dans les crédits d'exploitation ;

### 2.1. Les crédits par caisse

Crédits à court terme implique un décaissement de la part du banquier en faveur de son client et qui lui permet d'équilibrer sa trésorerie à court terme<sup>21</sup>

Toutefois, il se devise en crédits par caisse généraux et spécifiques

#### 2.1.1. Crédit par caisse généraux

Ils servent principalement à pallier les insuffisances momentanées du fonds de roulement couvrir le besoin en fonds de roulement. L'utilisation de ce type de crédit se fait par le débit du compte courant de l'emprunteur.

##### 2.1.1.1. La facilité de caisse

La facilité de caisse permet à une entreprise de pallier de courts décalages entre ses dépenses et ses recettes, son caractère essentiel est sa très courte durée (quelques jours par mois). Bien qu'il puisse être accordé pour une année, ce concours se caractérise donc par des utilisations brèves et successives. Un compte assorti d'une facilité de caisse doit présenter alternativement des positions créditrices et des positions débitrices. Les positions débitrices doivent être inférieures à un mois. Le montant maximum d'une facilité de caisse dépend du chiffre d'affaires mensuel de l'entreprise. En général, il représente 60 à 70 % de ce chiffre d'affaires.<sup>22</sup>

##### 2.1.1.2. Le découvert

Le découvert permet à une entreprise de faire face temporairement à un besoin en fonds de roulement dépassant les possibilités de son fonds de roulement. C'est certainement le concours à court terme le plus sollicité et le plus utilisé. Le retour au découvert bancaire se développe généralement par une insuffisance momentanée du fonds de roulement due à un gonflement d'actifs circulants et donc à une croissance du besoin en fonds de roulements.

Le montant du découvert est fonction du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise, de sa structure financière, de son activité et de la confiance du banquier en ses dirigeants.<sup>23</sup>

<sup>21</sup> Farouk BOUYAKOUB (op; cit), p50

<sup>22</sup> Bessis, J. (2015). Gestion des risques dans les banques (4 ed.) John Wiley et Sons

<sup>23</sup> Howells, P et Bain, K (2008), Economie de la monnaie, des banques et des marchés financiers (4 e ed). Pearson education

### 2.1.1.3. Le crédit relais

Comme son nom l'indique, le crédit relais est une forme de découvert qui permet d'anticiper une rentrée de fonds qui doit se produire dans un délai déterminé et pour un montant précis.

Cette rentrée peut provenir, par exemple, d'une augmentation de capital ou encore d'une cession d'actifs.<sup>24</sup>

### 2.1.1.4. Le crédit de compagne

Le crédit de compagne est accordé dans le cas où sont saisonniers soit le cycle de fabrication, soit le cycle de vente de l'entreprise, soit les deux successivement.

C'est le crédit d'exploitation par excellence de l'agriculture. Mais certaines activités industrielles ou commerciales, soumises elles aussi à un cycle saisonnier, font également appel à lui. Le crédit de compagne permet à ces exploitations et entreprise de faire face aux dépenses de plantation, d'ensemencement, ou encore de fabrication et de stockage, en attendant la vente de leurs produits.<sup>25</sup>

### 2.1.2. Crédit par caisse spécifiques

Les crédits par caisse spécifiques participent généralement au financement de l'actif circulant, Ces crédits comportent des garanties réelles qui sont liées directement à l'opération de crédit, contrairement aux crédits de trésorerie où les garanties sont généralement accessoires.

#### 2.1.2.1. L'avance sur marchandises

L'avance sur marchandises est un crédit par caisse qui finance un stock, financement garanti par des marchandises remises en gage au banquier. Il s'agit d'une avance sur des marchandises mises en gage au bénéfice du porteur et réalisée par le biais de l'escompte du warrant.<sup>26</sup>

#### 2.1.2.2. Le financement des marchés publics

Un marché public, est un contrat passé entre un entrepreneur et une administration publique pour la fourniture de biens ou l'exécution de travaux. Les tranches de travaux réalisées dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ne sont réglées qu'après constatation et avec

---

<sup>24</sup> Saunders,A, Cornett,M.(2008). Marché financiers et institutions (7ed). McGraw-Hill

<sup>25</sup> Mian , S et Smith, C. W .(1992). Politique de gestion des comptes clients: Théorie et preuves . Journal of finance P 47

<sup>26</sup> Farouk BOUYAKOUB (idem),p54

beaucoup de retard, ce qui pose aux entreprises de gros problèmes de trésorerie. Ces derniers se tournent alors vers leurs banques pour trouver les financements nécessaires. Il faut préciser que les banquiers regardent avec une certaine prudence le secteur du bâtiment et des travaux publics, compte tenu de l'importance du volume des crédits généralement sollicités, de la durée de réalisation des marchés, ainsi que des difficultés à juger valablement la situation des entreprises. Cette prudence s'accroît en période de marasme<sup>27</sup>.

### 2.1.2.3. Le financement des marchés privés

Un marché privé est un contrat passé entre un entrepreneur et une société du secteur privé. En fonction des conditions de règlement prévues au marché, des problèmes de trésorerie peuvent également se poser aux entreprises contractantes. Là aussi, mais très rarement, le banquier peut être amené à leur consentir des cautions ou des crédits de préfinancement ou encore des avances sur délégation de droit commun est beaucoup moins sûre, sur le plan juridique, que la délégation de marché public.<sup>28</sup>

### 2.1.2.4. L'escompte commerciale

L'escompte est une opération de crédit par laquelle le banquier met à la disposition du porteur d'un effet de commerce non échu le montant de cet effet (déduction faite des intérêts et commissions) contre le transfert à son profit de la propriété de la créance et de ses accessoires.<sup>29</sup>

### 2.1.2.5. La lettre de change relevée (L.C.R)

Il s'agit d'un regroupement des créances détenues sur la clientèle sur une lettre de change relevée que le banquier prend globalement à l'escompte. Il existe deux systèmes de lettre de change relevée

- La lettre de change relevée « papier », qui se rapproche le plus de la lettre de change classique, en ce sens qu'elle recourt à un support papier avant de faire l'objet d'un traitement informatique ;
- La lettre de change relevée « magnétique » qui implique l'utilisation exclusive d'un support informatique.

---

<sup>27</sup> Farouk BOUYAKOUB (ibid),p54

<sup>28</sup> Amédée-Manesme, F (2016). Le financement des entreprises : Théorie et pratique economica

<sup>29</sup> Marty, J.P. (2007). Technique de financement des entreprises: l'escompte commercial et ses alternatives (2ed). Economica

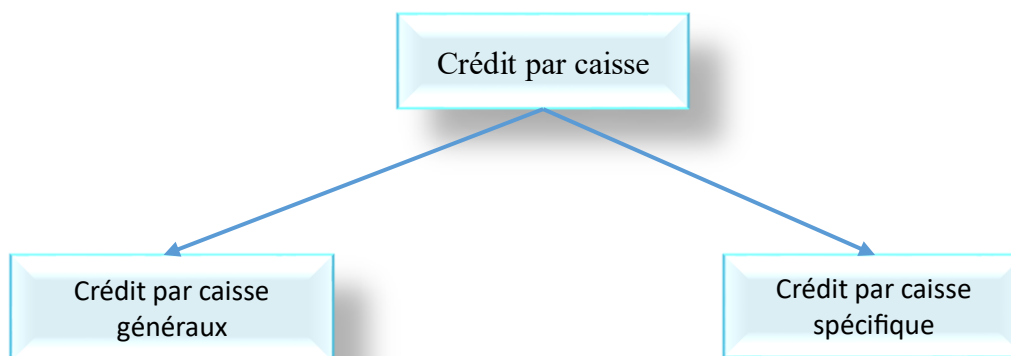
Dans cette procédure, la lettre de change ne circule plus. Seul un relevé des paiements à effectuer est présenté au débiteur.<sup>30</sup>

### 2.1.2.6. Le crédit de mobilisation des créances commerciales (C.M.C.C)

Le crédit d'escompte a pour seul support les sommes inscrites au compte effets à recevoir, le crédit de mobilisation des créances commerciales, forme de mobilisation plus évoluée, s'appuie à la fois sur les postes clients et effets à recevoir.

Lorsqu'un banquier escompte un billet à ordre ou une lettre de change, il assure à l'entreprise, d'une part un financement, un service, puisqu'il procède à l'encaissement de la créance. Ces deux opérations se concrétisent par la seule remise matérielle de l'effet de commerce. Le crédit de mobilisation des créances commerciales est né de la nécessité de créer une forme de financement des créances commerciales qui permette de réduire le recours à l'effet de commerce comme moyen de recouvrement.<sup>31</sup>

Figure n°02 : Les types des crédits par caisse



Source : nos soins

### 2.2. Les crédits par signature (indirects)

Ces crédits n'entraînent pas, en principe, de sortie de fonds. La banque fait seulement bénéficier l'entreprise cliente de la qualité de sa signature en se portant caution de sa solvabilité. Si, de prime abord, les engagements par signature sont recherchés et préférés, par le banquier, aux crédits par caisse - puisqu'ils ne se traduisent pas par une immobilisation de capitaux – il court tout de même le risque de devoir s'exécuter au titre de son engagement et donc de transformer un crédit par signature en crédit par caisse.<sup>32</sup>

<sup>30</sup> Charbonnier, B. (2012). La lettre de change et le billet à ordre en droit français . LGDJ

<sup>31</sup> Kiechel, W. (2010). financement à court terme : Mobilisation des créances et techniques de financement (2 ed). Vuibert

<sup>32</sup> Farouk BOUYAKOUB (idem), p,60

### 2.2.1. L'acceptation

L'acceptation de la banque est l'engagement du banquier à payer à son échéance une traite tirée sur lui. Elle se traduit par l'apposition de la mention « bon pour acceptation » au recto de l'effet de commerce suivie de la signature du banquier.

Cette forme de crédit par signature est généralement consentie dans le cadre de commerce extérieur notamment le crédit documentaire et la remise documentaire contre acceptation. Elle est aussi utilisée lorsque la banque ne pouvant escompter l'effet, appose sa signature pour l'acceptation et permet à son client de présenter l'effet à l'escompte auprès d'une autre banque.<sup>33</sup>

### 2.2.2. L'aval

L'aval est l'engagement par lequel un tiers se porte garant du paiement. L'avaliste est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant. En principe, l'aval indique pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé être donné :

- Pour le compte du tireur, s'il s'agit d'une lettre de change ou d'un chèque.
- Pour compte du souscripteur, s'il s'agit d'un billet à ordre.<sup>34</sup>

### 2.2.3. Les cautionnements

Il est défini par l'article 644 du code civil comme : « le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant envers le créancier, à satisfaire cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même ».

D'autre part, il est défini comme : « un prêt de signature de la part de la banque, équivaut à une promesse de payer à la place de son client, soit à une certaine échéance, soit dans certaines circonstances bien précisées dans le contrat qui réunit le débiteur avec ses créanciers ».<sup>35</sup>

### 2.2.4. Le crédit documentaire

Le crédit documentaire, est l'engagement d'une banque de payer un montant défini au fournisseur d'une marchandise ou d'un service contre la remise dans un délai déterminé, des documents énumérés qui prouvent que les marchandises ont été expédiées ou que les prestations ou services ont été effectués. L'objet de ces documents est de justifier l'exécution correcte des

---

<sup>33</sup> Charbonnier,B. (ibid)

<sup>34</sup> Martin, J.et Raynaud , P , (2008). Droit des garanties bancaires: Aval, cautionnement et autres suretés. LexisNexis

<sup>35</sup> Grimaldi, M. (2017). Droit des suretés: Le cautionnement (7ed ) . Dalloz

obligations de l'exportateur. Ces documents seront ensuite transmis par la banque à l'acheteur contre remboursement, pour que ce dernier puisse prendre possession de la marchandise.<sup>36</sup>

Dans cette section, nous avons examiné les crédits d'exploitation, qui jouent un rôle primordial dans le financement des besoins courants des entreprises.

### Section 03 : Les risques d'un crédit d'exploitation

Cette section est destinée aux risques liés aux crédits d'exploitation, d'abord nous commençons par la définition d'un risque des crédits d'exploitations, puis nous allons voir ses caractéristiques et ses types.

#### 1. Définition du risque d'un crédit d'exploitation

Le risque de crédit, correspond à l'incertitude relative à la possibilité ou à la volonté d'un débiteur de rembourser tout ou partie de son crédit à son créancier, et ce aux échéances prévues par les contrats.

En réalité, dès lors qu'un paiement est attendu de la part d'une contrepartie ou d'un client. Il existe un risque de crédit, le risque de crédit s'incarne donc dans la probabilité de subir des pertes financières suite au défaut de remboursement d'un emprunteur. <sup>37</sup>

#### 2. Caractéristique du risque d'un crédit d'exploitation

Parmi ces caractéristiques, nous trouvons ;

##### 2.1. Volatilité

Ce risque peut fluctuer en raison de variations économiques et opérationnelles imprévues, ce qui rend difficile la prévision des besoins de trésorerie.

##### 2.2. Court terme

Il est généralement lié à des crédits à court terme destinés à des financer des besoins opérationnels immédiats, ce qui le rend sensible aux variations rapides des conditions économiques.

##### 2.3. Sensibilité aux cycles économique

Les variations économiques influencent la trésorerie de l'entreprise, affectant ainsi sa capacité à rembourser le crédit.

---

<sup>36</sup> Porcheron, J.(2015). Le credit documentaire : Théorie et pratique ( 4 ed ). Dunod

<sup>37</sup> 3vfinance.com (consulté le 20/02/2024) <https://www.3vfinance.com/infinance-le-blog/fr/risque-de-credit>

## 2.4. Impact direct sur la liquidité

Un défaut de paiement peut compromettre la liquidité et la capacité de l'entreprise à gérer ses opérations quotidiennes

## 3. Typologies des risques de crédit d'exploitation

Parmi les risques liés aux crédits d'exploitation, nous trouvons ;

### 3.1. Le risque d'immobilisation

Le risque d'immobilisation, est un risque inhérent à la politique de la banque en matière de crédit et qui peut être généré essentiellement par une politique de crédit privilégiant les crédits facilement mobilisables ainsi que le recours au marché monétaire dans le cadre de la gestion de la liquidité globale de l'établissement <sup>38</sup>

### 3.2. Le risque de liquidité

Le risque de liquidité exprime la probabilité de cessation de paiement ce qui, pour un établissement bancaire, est lié à une impossibilité de se refinancer ou à des conditions de refinancement entraînant ces pertes, ce qui veut dire que ce type est lié à la structure de bilan. <sup>39</sup>

### 3.3. Le risque opérationnel

Résulte le processus et les systèmes internes inadéquats, défaillants ou encore d'événements externes, avec le risque de crédit, le risque opérationnel est celui qui consomme le plus de fonds propres <sup>40</sup>

### 3.4. Le risque sectoriel

Il est lié au risque au processus de production utilisé, au produit ou au service réalisé, à la situation du marché, à la conjoncture de la branche d'activité dans laquelle évolue l'entreprise emprunteuse <sup>41</sup>

---

<sup>38</sup> DE COUSSERGUES, S « la banque, structuré, marché, gestion » Ed economica, 1996, p28

<sup>39</sup> HADJ SADOK. T « analyse de et couverture du risque du crédit » société interbancaire de formation (SIBF)

<sup>40</sup> Capital.fr (consulté le 25/02/2024) <https://www.capital.fr/entreprises-marches/risque-operationnel-definition-types-et-enjeux-1400362>

<sup>41</sup> Mémoire de DJAOUTI KARIMA, TOUDJI FARID « l'analyse de risque du crédit d'exploitation », année 2020/2021

### 3.5. Le risque de non remboursement

Ce risque apparaît lorsque le client, en raison de dégradation de sa situation financière n'est plus en mesure, ou refuse de rembourser les crédits qui ont lui été octroyés <sup>42</sup>

### 3.6. Le risque financier

Ce type de risque est souvent lié aux crises financières macroéconomiques, comme une dévaluation ou encore la révision du taux par la banque centrale. <sup>43</sup>

Dans cette section, nous avons exploré le risque de crédit d'exploitation, qui représente le danger d'un défaut de paiement par l'emprunteur. Ce risque est important à évaluer, car il peut affecter la liquidité et la stabilité financière de l'entreprise.

---

<sup>42</sup> MOULAI KHATIR RACHID « gestion et évaluation des risques de crédits de la méthode traditionnelle à la méthode aeomng , cas d'une banque Algérienne », année universitaire 2002,2003

<sup>43</sup> Ig.com (consulté le 25/02/2024) [https://www.ig.com/fr/glossaire-trading/risque-de-credit-definition#:~:text=Le%20risque%20de%20cr%C3%A9dit%20ou,institution%20financi%C3%A8re%20aux%](https://www.ig.com/fr/glossaire-trading/risque-de-credit-definition#:~:text=Le%20risque%20de%20cr%C3%A9dit%20ou,institution%20financi%C3%A8re%20aux%20)

### Conclusion

Dans cette partie, nous avons exploré la théorie des crédits d'exploitation et évalué les risques associés ; en examinant notamment le découvert en compte. Tout au long de ce chapitre, nous avons observé que les besoins financiers des entreprises auprès des banques à condition d'être correctement ciblés.

Ce processus permet d'établir l'équilibre financier de l'entreprise et de rentabiliser les fonds engagés par la banque.

L'octroi d'un crédit présente des risques pour le banquier, et pour faire face à ces risques, il fait appels aux garanties qui sont considérer comme des issues de secours dans le cas de non remboursement.

La banque elle-même doit démontrer une plus grande objectivité dans l'étude et la structuration des dossiers de crédits.

## ***Chapitre II***

*Les perspectives théoriques sur l'étude d'un  
dossier de crédit d'exploitation*

### Introduction

Les crédits d'exploitation financent des besoins spécifiques et limités dans le temps. Ils se remboursent par le biais des recettes. Le prêteur à court terme se soucie donc de la solvabilité immédiate et à court terme de l'entreprise. Il s'efforce de déterminer si les recettes qui seront dégagées dans le futur permettent de rembourser les crédits, dans les délais convenus. Il doit alors vérifier si la rotation des actifs circulants de l'entreprise et en mesure de lui assurer une solvabilité permanente. C'est pourquoi il s'intéresse plus particulièrement à sa structure et à sa situation financière. Le banquier va d'abord effectuer des vérifications et recueillir un certain nombre d'informations et de documents pour constituer son dossier de crédit. Il procédera ensuite au classement rationnel des postes du bilan, puis à l'analyse financière du dossier.

Ce chapitre sera scindé en deux sections, la première est le processus de montage d'un dossier d'exploitation et la deuxième sur l'analyse financière.

### Section 01 : Processus de montage d'un dossier de crédit d'exploitation

La constitution d'un dossier de crédit d'exploitation est une étape importante pour obtenir un financement adapté aux besoins de l'entreprise. Ce processus débute par la collecte des documents essentiels qui permettront aux institutions financières et d'évaluer le profil de l'entreprise et son projet.

Dans cette section, nous allons commencer par la constitution de dossier de crédit d'exploitation notamment les documents obligatoires et complémentaires.

#### 1. Définition de montage de crédit d'exploitation

Le montage d'un dossier de crédit d'exploitation implique la préparation d'un ensemble structuré de documents et d'informations afin de solliciter un financement pour les besoins opérationnels d'une entreprise. Ce dossier comprend généralement les états financiers récents, les prévisions de trésorerie, un plan d'affaires détaillé, les garanties ...<sup>44</sup>

##### 1.1. Constituions d'un dossier de crédit d'exploitation

Les dossiers de crédit d'exploitation présentés par la clientèle doivent incluant l'ensemble des informations qui les concerne tels que les documents administratifs, les documents fiscaux, les comptes rendus de visites, ... et mené toutes les informations liées aux entreprises

##### 1.1.1. Documents administratifs (obligatoires)

- Demande de crédit chiffrée avec indication des garanties proposées par le client (joindre copies des actes de propriétés, certificats négatifs, livrets fonciers pour les biens immobiliers cadastrés et extrait de rôle du propriétaire du bien).
- Statuts de société (y compris les avenants, le cas échéant).
- Registre de commerce.
- NIS (numéro d'identification statistique).
- Carte fiscale.
- Contrat de location de siège et du dépôt.
- Pièces d'identité, résidence et acte de naissance des gérants des et co gérants
- Extrait de rôle de moins de 03 mois et l'échéancier de paiement, le cas échéant
- Attestation de mises à jour CNAS et CASNOS en cours de validité (CACOBAT, le cas échéant)

---

<sup>44</sup> Banque et finance, le droit de crédit d'exploitation, 2003

- Autorisation de consultation de la Centrale des Risques de la banque d'Algérie remplie et signée par la personne habilitée à engager la société.
- Plan de charge et / ou d'importation et / ou plan de trésorerie prévisionnels
- Bilans TCR (fiscaux) des 3 derniers exercices écoulés et situation comptable récente signée (entreprise en activité).
- Les derniers rapports du commissaire aux comptes (pour les SPA, SARL, EURL, et entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions de DA (entreprise en activité)
- Bilans et TCR prévisionnels<sup>45</sup>.

### 1.1.2. Documents complémentaires (peuvent être exigées)

- Bail de location en cours de validité (siège social)
- Autorisation ou agrément délivré les autorités ou organisme publics compétents pour les activités nécessitant un tel document (ex : concessionnaire de véhicules, les producteurs de produits pharmaceutiques, les cliniques, etc.)
- Contrats(s) et / convention(s) d'offres de services signée(s) ou à signer avec les clients potentiels
- Contrat(s) et ou convention de représentation et / ou d'exclusivité de produits et / ou de marques
- Copies des attestations de bonne exécution de travaux dans le cadre de contrats de travaux et de services
- Décision ANDI<sup>46</sup>

### 1.2. Identification de demandeur

Avant d'octroyer un crédit, le banquier doit s'assurer que son client pourra rembourser le prêt qui lui sera accordé, à la date convenue. Certes les attentes de la clientèle et le niveau des prestations bancaires font généralement l'objet d'un décalage, mais la confiance personnelle du banquier et son client et son entreprise reste le principe de base dans cette décision.

---

<sup>45</sup> Documents de l'agence Gulf Bank Azazga

<sup>46</sup> Gulf Bank (ibid)

En effet, il est nécessaire pour le banquier de bien étudier l'entreprise sous tous ses aspects : organisation générale, activité, environnement et perspectives, mais tout d'abord il doit revoir l'historique des relations entre l'entreprise et ses différents banquiers.<sup>47</sup>

### 1.2.1. Fiche d'identification de la clientèle (KYC)

Cette étape est la connaissance du client en banque, elle consiste à collecter le maximum d'informations sur le client puis les vérifier, notamment ses informations personnelles.

Il s'agit même de demander si le client ou quelqu'un de ses proches est une personne politiquement exposée

Aussi ils demandent l'indice d'américanité FATCA ; si la personne est née, possède une nationalité ou une résidence aux Etats-Unis. Ce sont des critères d'identifications des personnes susceptibles d'être considérés comme des « US Person »

### 1.2.2. Le compte rendu de visite

Si la dernière visite sur site remonte à plus de six mois, une nouvelle visite doit être effectuée par le directeur d'agence, ou à défaut, par l'un de ses collaborateurs. Le compte rendu, qui doit obligatoirement sanctionner cette visite, constitue une pièce à verser au dossier de crédit.

Si la dernière visite a moins de six mois, une copie du compte rendu de cette visite doit être jointe au dossier. Mais si des éléments nouveaux ou des modifications sont intervenues dans l'intervalle, une visite sur site s'impose, quelle que soit la date à laquelle la dernière a eu lieu.<sup>48</sup>

## 2. La fiche de l'entreprise

La fiche de l'entreprise, est d'une structure se réalise par le médecin du travail, c'est ce dernier qui se charge également de la mettre à jour régulièrement. La fiche comporte de nombreuses informations liées à l'entreprise, en particulier celles qui font état des différents risques professionnels ainsi que les employés concernés. Cependant, dans le cas d'une structure de travail temporaire, les salariés possédant un contrat temporaire ne sont pas pris en compte.

Cette fiche doit contenir obligatoirement sur

- Le nom de l'entreprise
- L'adresse
- L'activité
- La taille (petite, moyenne ou grande entreprise) en fonction du chiffre d'affaires, les effectifs, nombre d'usines...

---

<sup>47</sup> Memoiresonline.com

<sup>48</sup> Farouk BOUYAKOUB (op.cit),80

- Rythme de l'activité : saisonnière ou régulière au niveau des ventes, au niveau de la production, les cycles d'activités...
- Rotation de base de l'activité : la composition de l'actionnariat ; s'il s'agit d'une filiale ou entreprise sous-traitance, relations avec les fournisseurs.
- Nombre et nature des produits vendus : l'étendue de la gamme de produits et services vendues, la production est-elle diversifiée ou standard
- Modalités de commercialisation : les réseaux de distribution et les coûts de distributions
- Les dimensions géographiques : la nature des marchés de l'entreprise (régionaux, nationaux, internationaux)
- Climat social et gestion du personnel : la pyramide des âges des salariés, relations interpersonnelles, conditions de travail, gestion des conflits...<sup>49</sup>

### 2.1. Les dimensions de l'entreprise

Il existe trois dimensions fondamentales dans l'analyse d'une dimension économique qui sont

#### 2.1.1. La dimension économique

La dimension économique d'une entreprise consiste à la création de la richesse afin d'améliorer les conditions de vie matérielle. Ces moyens sont constitués :

- D'un terrain, de constructions, d'un fonds de commerce ;
- D'équipements, d'outillage et de matériels roulant ;
- De brevets et de licences ;
- De matières premières ;

Ces moyens n'ont pas la même fonction ni la même durée de vie. Certains, tels que les terrains ou les constructions, sont utilisés pendant une longue période. D'autres, comme les équipements et l'outillage, servent à la production d'une quantité importante de biens ou de services, et ils doivent être remplacés au bout d'une certaine période d'utilisation. D'autres, comme les matières premières, sont consommés lors de la fabrication du produit et doivent être sans cesse renouvelés.<sup>50</sup>

#### 2.1.2. La dimension financière

---

<sup>49</sup> Droits-libertes.org (consulté le 10/02/2024) <https://droits-libertes.org/fiche-entreprise/>

<sup>50</sup> economie.gouv.qc.ca (consulté le 10/04/2024)

[https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/formations/export/EQ\\_formation\\_RSE/story\\_content/external\\_files/version\\_textuelle.htm#:~:te](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/formations/export/EQ_formation_RSE/story_content/external_files/version_textuelle.htm#:~:te)

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

La gestion financière est un processus dynamique destiné à maximiser la valeur d'une entreprise. On peut y parvenir de deux façons : soit en investissant dans les créances ou la rentabilité attendue égale ou dépasse le coût des fonds que l'entreprise doit engager pour générer ce rendement, soit au contraire en désinvestissant lorsque la rentabilité est inférieure aux coûts des fonds.

Le statut hiérarchique et l'organisation de la fonction financière sont déterminés par plusieurs facteurs, tels que le degré de centralisation du pouvoir, la branche d'activité de l'entreprise qui détermine le niveau des financements nécessaires, le niveau d'internationalisation de la firme et sa taille.

L'entreprise dispose donc de deux (02) catégories de ressources :

- Celles de propriétaires, qui sont les capitaux propres ;
- Celles des bailleurs de fonds, constituées :
  - Des dettes à moyens et long terme, lorsqu'elles sont remboursables sur une période supérieure à une année ;
  - Des dettes à court terme, lorsqu'elles sont exigibles dans les douze mois qui suivent.

En plus de ces ressources, l'entreprise peut également obtenir de ses fournisseurs des délais.<sup>51</sup>

### 2.1.3. La dimension humaine

Le facteur humain tient une place importante dans la réussite d'une entreprise. Il n'est certes pas toujours facile de porter une appréciation sur la compétence technique et professionnelle des dirigeants d'une entreprise, mais il est possible de se rendre compte s'il s'agit de personnes sérieuses, avec des vues prospectives valables, qui maîtrisent bien le domaine dans lequel elles activent ou veulent investir et qui voient suffisamment loin pour prévoir les problèmes qui pourraient surgir aussi bien dans la phase de réalisation du projet que pendant l'exploitation de l'entreprise.<sup>52</sup>

### 2.2.L'environnement économique et administratif de l'entreprise

L'entreprise, est un système ouvert ; elle entretient des relations constantes avec son environnement. Celui-ci est constitué de tous les éléments extérieurs à l'entreprise qui ont une influence sur elle. Traditionnellement, on distingue :

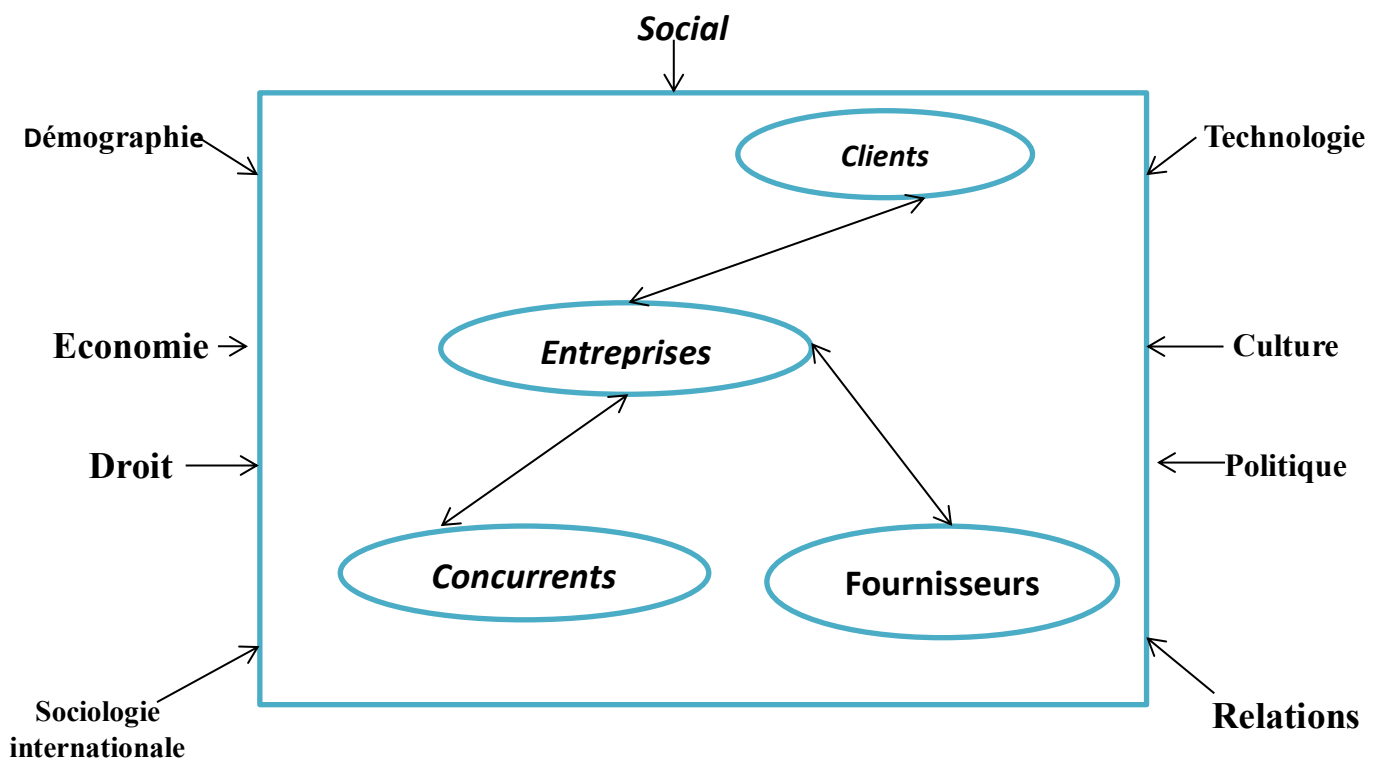
---

<sup>51</sup> La fonction financière, cloudfront.net  
<https://d1n7iqsz6ob2ad.cloudfront.net/document/pdf/532c74745d4d3.pdf>

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

- Un macro-Environnement : c'est un environnement général de l'entreprise qui intègre les aspects sociologiques, économiques, juridiques, techniques, ...tant nationaux qu'internationaux
- Un micro-Environnement : c'est un environnement spécifique de l'entreprise constitué de ses clients, ses fournisseurs, ses sous-traitants, ses concurrents...
- L'environnement est constitué de l'ensemble des forces extérieures à l'entreprise qui agissent et réagissent au profit ou à l'encontre de l'entreprise <sup>53</sup>

Figure n° 03 : l'environnement économique de l'entreprise



Source : Université frères Mentouri

### 2.2.1. Les statuts

Les statuts de l'entreprise sont généralement rédigés par les associés (cas de sociétés commerciales : SARL, EURL, SASU) ou par les actionnaires (cas de sociétés par actions : SA) qui ont mené à terme leur projet personnel et qui ont une vision claire de leur future société.

Les statuts des entreprises organisent le fonctionnement de la société, définissent les relations entre associés ou entre actionnaires et les relations de ces mêmes associés ou

<sup>53</sup> L'environnement de l'entreprise, (consulté le 20/04/2024), <https://fac.umc.edu.dz/ista/pdf/cours/chapitre%202.pdf>

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

actionnaires face aux tiers. Les statuts définissent aussi les règles de prise de décision, de contrôle et de gestion des différents organes ou services de l'entreprise<sup>54</sup>.

Dans ce tableau, on explorera les différents types des formes juridiques des entreprises<sup>55</sup>

**Tableau n° 01 : Tableau comparatif entre les formes juridique des entreprises**

Type d'entreprise	Capital social / Apports	Nombres d'associés	Responsabilités financières des associés
<b>Entrepreneur individuel (EI)</b>	Non concerné	Non concerné	Limitée au patrimoine professionnel
<b>Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)</b>	Libre	1	Limitée au montant des apports
<b>Société à responsabilité limitée (SARL)</b>	Libre	Entre 2 et 100 associés	Limitée au montant des apports
<b>Société anonyme (SA)</b>	3700	2 minimum	Limitée au montant des apports
<b>Société en nom collectif (SNC)</b>	Libre	2 minimums	Responsables solidairement et indéfiniment des dettes de la société sur l'ensemble de leurs biens personnels
<b>Société commandite simple (SCS)</b>	Libre	2minimum (1 commandité, 1 commandataire)	Commandités : responsables indéfiniment et solidairement des dettes de la société Comandataires : responsable dans la limite de leurs apports

Source : le site officiel d'information administrative pour les entreprises

### 2.2.2. Les relations sociales

Les relations sociales définissent l'ensemble des rapports individuels et collectifs qui se nouent à l'échelon d'une organisation ou à celui d'une économie globale à propos du travail.

<sup>54</sup> Annoncec-legales,(consulté le 25/04/2024)<https://www.annonces-legales.fr/actualite/les-statuts-dentreprise-definition/>

<sup>55</sup>Entreprendre.service-public.fr, (consulté le 01/05/2024), <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23844>

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

Les relations sociales nécessitent par conséquent des systèmes de régulation capables de canaliser les affrontements inévitables entre les partenaires sociaux.

Le système de relations sociales définit un ensemble de relations, contingentes, car tributaires d'un contexte économique, politique et technologique, entre trois grands types d'acteurs: ▪ Les directions d'entreprise et/ou leurs organisations représentatives ▪ les salariés, leur représentants et syndicats ▪ L'Etat et ses structures administratives. Ces acteurs sont amenés à élaborer des règles formelles de travail<sup>56</sup>

### 2.2.3. La comptabilité

La comptabilité est un outil de gestion qui met à la disposition du manager les informations nécessaires à la prise des décisions (Bonnes décisions). C'est une technique qui permet d'enregistrer toutes les opérations effectuées par une entreprise afin que cette dernière puisse connaître la situation financière à un moment donné.<sup>57</sup>

Dans cette section, nous avons abordé la constitution du dossier de crédit d'exploitation, un bon dossier est important pour obtenir le financement nécessaire et minimiser les risques

## Section 02 : L'analyse financière

L'analyse financière d'une entreprise par une banque, est un processus important pour évaluer la solidité et la viabilité d'un potentiel emprunteur.

D'abord, nous allons mettre la lumière sur les ratios, et nous allons examiner les bilans et les comptes de résultats

### 1. Définition de l'analyse financière

L'analyse financière est le processus d'évaluation de la performance économique et de la santé financière d'une entreprise en examinant ses états financiers et d'autres données pertinentes. Elle utilise divers outils et ratios financiers tels que les ratios de liquidité, rentabilité et pour mesurer la capacité de l'entreprise à générer des profits, à gérer ses dettes et à minimiser une

---

<sup>56</sup>Les relations sociales au sein de l'entreprise, (consulté le 25/05/2024) <http://www.est-usmba.ac.ma/coursenligne/GRH-S4-M13.2-Les%20relations%20sociales-CRS-Ouddasser.pdf>

<sup>57</sup> S.MEZIANI, économie d'entreprise : comptabilité générale, Université Frères Mentouri Constantine 1 INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES APPLIQUEES,

liquidité suffisante. Cette analyse fournit des informations essentielles pour les décisions d'investissement, de crédit et de gestion. <sup>58</sup>

### 1.1. Définition des ratios

Les ratios, sont des indicateurs financiers, ils sont exprimés en coefficient, en pourcentages ou en indices. Leur but est d'obtenir des données précises sur certains aspects d'une entreprise comme :

- La structure de ses couts
- Son rendement
- Ses liquidités
- Sa productivité
- Sa solvabilité
- Son équilibre financier
- Son endettement <sup>59</sup>

Dans le cadre d'une étude d'un dossier crédit d'exploitation sont on utilise :

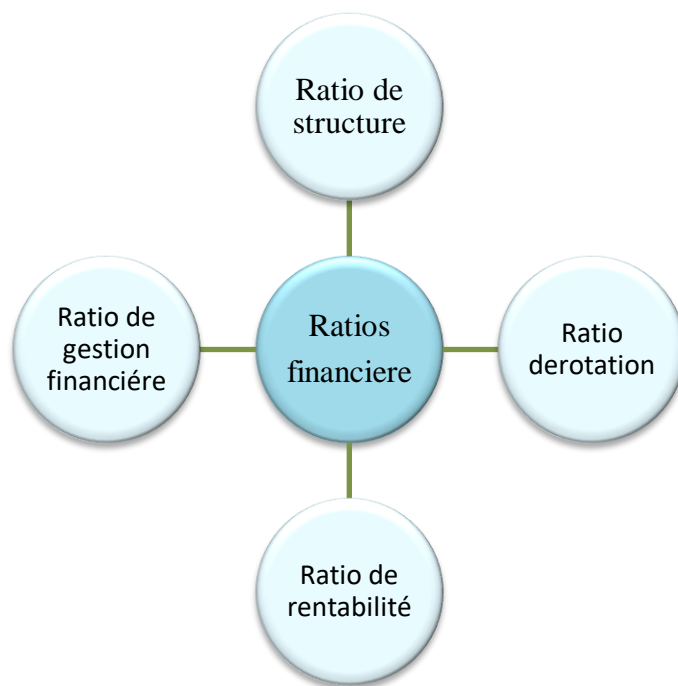
- Deux ratios de structure : le fonds de roulement (F.R) et le besoin en fonds de roulement (B.F.R) ;
- Les ratios de rotation : rotation des stocks, rotation du crédit client, rotation du crédit fournisseur ;
- Un ratio de gestion financière : le ratio de solvabilité ;
- Le ratio de rentabilité ; le ratio de rentabilité des capitaux permanents

### Figure n° 04 : schéma qui présente les différents ratios

---

<sup>58</sup> F ;E.Monga, Analyse financière , Editions Economica , 2020

<sup>59</sup> Emma Perrin, agicap.com (consulté le 20/05/2024)



Source : nos soins

### 1.1.1. Les ratios de structure

Les ratios de structure permettent d'analyser la composition du financement d'une entreprise et d'apprécier sa solidité financière. Ils comparent des éléments du bilan d'une organisation pour en étudier les moyens, les emplois, le patrimoine, les types de financement <sup>60</sup>

#### 1.1.1.1. Le ratio de fonds de roulement

Le fonds de roulement est la somme de l'encaisse et des autres actifs courants dont dispose une entreprise après déduction de la totalité du passif courant. Pour assurer le succès d'une entreprise, il est essentiel de connaître le fonds de roulement dont elle dispose pour aux fins du paiement des factures en temps voulu. Lorsque l'on met uniquement l'accent sur les profits, cela ne se traduit pas nécessairement par un bilan sain. <sup>61</sup>

Le fonds de roulement peut se calculer par

$$F. R = \text{capitaux permanents} - \text{actif immobilisé}$$

✓ Si le fonds de roulement est positif : cela signifie que l'entreprise possède des ressources stables en suffisance pour couvrir ses charges, elle n'a pas besoin d'avoir recours au financement bancaire

<sup>60</sup> Jean-Marc Perrin, Michel Zmijewski, «analyse financière- approche théorique et pratique »

<sup>61</sup> Bdc.ca consulté le (20/05/2024)

- ✓ Si le fonds de roulement est négatif : cela signifie que l'entreprise ne dispose pas d'assez de ressources pour financer son éventuel besoin. Une situation déficitaire qui l'oblige à se tourner vers des solutions de financements à court terme
- ✓ Si le fonds de roulement est nul : cela signifie que l'entreprise est à même de financer ses investissements ; mais en cas de dépense imprévue, elle n'aura pas les fonds pour couvrir ses dépenses courantes. Elle sera dans une situation de déficit financier<sup>62</sup>.

### 1.1.1.2. Le besoin de fonds de roulement

Le besoin de fonds de roulement est un indicateur très important pour les entreprises ; appelé BFR, il représente les besoins de financement à court terme d'une entreprise résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux décaissements et aux encaissements liés à l'activité opérationnelle.

Il représente le montant qu'une entreprise doit financer afin de couvrir le besoin résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux décaissement (dépenses) et aux encaissements (recettes) liées à son activité

Le BFR trouve sa justification dans un principe très simple

- Une créance, bien qu'acquise et certaine, n'est généralement pas réglée tout de suite par le client ;
- Un stock n'est pas vendu immédiatement et les articles restent en stocks pendant une durée plus ou moins longue avant d'être vendus.<sup>63</sup>

Pour le calcul de besoin de fonds de roulement

#### **BFR : actif circulant – passif circulant**

(Stock + créances clients + créances fiscales) – (dettes fournisseurs + dettes sociales + Dettes fiscales)

A partir de là, il devient possible de tirer une première conclusion en suivant l'évolution de cette couverture dans le temps et en la comparant avec celles d'entreprises qui évoluent dans le même secteur d'activité. Ces ratios indiquent dans quelle proportion des actifs de base du cycle d'exploitation sont financés par le fonds de roulement, c'est-à-dire par une partie des capitaux permanents.

---

<sup>62</sup> Libeo.io consulté le (20/05/2024)

<sup>63</sup> Compta-facile.com (consulté le 20/05/2024)

Le fonds de roulement n'est pas directement lié au volume d'activité. Contrairement au besoin en fonds de roulement, il ne subit pas l'influence du cycle d'exploitation de l'entreprise.

La valeur du fonds de roulement est tributaire surtout de la politique d'investissement et de financement des immobilisations, de la politique des amortissements et des provisions ainsi que du choix d'un équilibre de trésorerie. Le banquier doit alors pousser son analyse plus loin et examiner l'incidence probable de ces politiques sur le fonds de roulement.<sup>64</sup>

### 1.1.2. Le ratio de rotation

Le ratio de rotation mesure la fréquence à laquelle un actif est utilisé ou renouvelé au cours d'une période donnée, clé de l'efficacité de l'utilisation des actifs par une entreprise<sup>65</sup>.

#### 1.1.2.1. Le ratio de rotation des stocks

La rotation des stocks indique le nombre de fois par an qu'une entreprise convertit ses stocks en ventes, un chiffre de rotation des stocks plus élevé indique une bonne liquidité des stocks d'une entreprise

Il est important d'évaluer la rotation des stocks car à chaque rotation génère un bénéfice brut.

Mesurer l'efficacité avec laquelle vous utilisez vos stocks peut

- Être révélateur de la santé et de la compétitivité de l'entreprise ;
- Aide à déterminer les points à améliorer en ce qui concerne les pratiques d'achat et de gestion des stocks ;
- Aide à voir si vous manquez des occasions de vente

Pour calculer ce ratio

$$\text{Ratio de rotation des stocks} = \frac{\text{Cout des produits vendus (CPV)}}{\text{Valeur moyenne des stocks}}$$

Le CPV est le total des couts directs comme les matières premières et la main d'œuvre nécessaire à la production des biens<sup>66</sup>

<sup>64</sup> Farouk BOUYAKOUB (op; cit)

<sup>65</sup> Horngren, C.T, Datar, S.M.& Rajan, M.V. (2015). Cost Accounting: A Managerial Emphasis (15th ed). pearson education, Upper Saddle River, NJ

<sup>66</sup> Bdc.ca (consulté le 24/05/2024)

### 1.1.2.2. Le ratio de rotation clients

C'est une mesure financière clé, qui indique la rapidité avec laquelle l'entreprise perçoit les paiements de ses clients au cours d'une période donnée. Ces données peuvent fournir des informations importantes sur la trésorerie, ses relations avec les clients et la stabilité générale de l'entreprise

En tant que mesure de l'efficacité des processus de crédit et de recouvrement de l'entreprise, le ratio de rotation des comptes clients peut contribuer à éclairer plusieurs fonctions essentielles de l'entreprise notamment

- Optimisation des liquidités : vous pouvez savoir si l'entreprise convertit les comptes clients en liquidités assez rapidement pour assurer la couverture de vos dépenses quotidiennes
- Evaluation des risques : cela peut aider l'entreprise à évaluer son niveau d'exposition au crédit et à éviter de contracter des créances irrécouvrables (ou, à l'autre extrême, d'effrayer les clients potentiels avec des conditions trop strictes)
- Analyse comparative des performances : en comparant votre ratio à celui de vos homologues du secteur ou à des données historiques, vous pouvez mieux comprendre les pratiques de votre entreprise et identifier les meilleures pratiques à mettre en œuvre
- Pour calculer le ratio de rotation des clients

$$\text{RRC} = (\text{créances clients moyennes} / \text{ventes à crédit}) \times 365$$

Et pour l'interpréter

- RCC faible : l'entreprise encaisse ses créances rapidement et qu'elle a une bonne gestion de crédit client
- RCC élevé : l'entreprise encaisse ses créances lentement et qu'elle peut avoir un problème de recouvrement, le risque de pertes sur créances douteuses est élevé<sup>67</sup>

### 1.1.2.3. Le ratio de rotation fournisseur client

Le ratio de rotation des comptes fournisseurs est un type de ratio financier qui évalue essentiellement la fréquence à laquelle une entreprise paie ses fournisseurs sur une certaine période comptable, cet indicateur mesure uniquement les comptes fournisseurs de votre société,

---

<sup>67</sup> Allianz-trade.com (consulté le 24/05/2023)



- Le ratio de capacité de remboursement : ce chiffre indique de l'entreprise à rembourser l'ensemble de ses dettes. On considère qu'il doit être en dessous de 3 auquel cas l'entreprise n'aura pas une capacité de remboursement suffisante

L'endettement net

Il se calcul en :

$$\frac{\text{L'endettement net}}{\text{La capacité d'autofinancement}}^{70}$$

### 1.1.4. Le ratio de rentabilité

La rentabilité financière est un indicateur qui permet d'évaluer la capacité des capitaux propres investis par les actionnaires et les associés d'une entreprise à générer un niveau de profit donné.

En d'autres elle renseigne sur l'aptitude de l'entreprise à faire usage de ses capitaux propres (apportés par les investisseurs en fonds propres) pour dégager un certain niveau de profit.

Le calcul de la rentabilité financière se fait par

$$\text{Rentabilité financière} = \text{résultat net} / \text{capitaux propres}^{71}$$

#### 1.1.4.1. Le ratio de rentabilité des capitaux permanents

Les capitaux permanents représentent l'ensemble des fonds dont dispose une entreprise pour une durée assez longue c'est-à-dire à un horizon de moyen ou long terme.

Cette notion est souvent désignée sous le terme : les ressources stables

Ils sont destinés à financer les actifs immobilisés, c'est-à-dire les biens qui seront conservés durablement par l'entreprise

Le calcul des capitaux permanents s'effectue directement depuis un bilan comptable, sur la base des données du passif

$$\text{RCP} = \text{fonds propres} + \text{provisions pour risques et charges} + \text{dettes à moyen et à long terme}^{72}$$

<sup>70</sup> Formation.lefebvre-dollaz.fr (consulté le 25/05 /2023)

<sup>71</sup> Fygr.io (consulté le 25/05/2025)

<sup>72</sup> Compta-facile.com (consulté le 25/05/2024)

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

Un tableau qui présente les causes de la variation des ratios

**Tableau n° 02 : les causes de la variation des ratios**

Causes de variation	Causes de diminution
Orientation vers une nouvelle activité à cycle plus long	Orientation vers une nouvelle activité à cycle plus court ou à plus faible valeur ajoutée
Mauvaise gestion des stocks	Amélioration de la gestion des stocks
Hausse des couts d'approvisionnement	Baisse des couts d'approvisionnement
Ouverture d'un nouveau point de vente nécessitant la mise en place d'un stock à un niveau de pleine activité	Recours accru à la sous-traitance avec pour conséquence une diminution des stocks de matières premières
Constitution du stock de sécurité ou accroissement volontaire des stocks en prévision de carnet de commande	Faible carnet de commande provoquant un dégonflement momentané des stocks

Source : Farouk BOUYAKOUB <sup>73</sup>

### 2. La trésorerie

La trésorerie d'une entreprise est la différence entre la somme des ressources dont dispose l'entreprise et la somme des besoins à couvrir soit

$$\text{Trésorerie} = \text{total des ressources} - \text{total des besoins}$$

Les ressources sont composées des ressources permanentes et des ressources d'exploitation, tandis que les besoins sont constitués des besoins d'équipements et des besoins d'exploitation. La relation précédente peut alors s'écrire

$$\text{Trésorerie} = (\text{Ressources permanentes} + \text{Ressources d'exploitation}) - (\text{Besoin d'équipements} + \text{Besoins d'exploitation})$$

<sup>73</sup> Farouk BOUYAKOUB (idem), P90

### 2.1. Influence des ratios sur la trésorerie

Une rotation rapide des stocks a le double avantage de diminuer les risques courus par l'entreprise et de faciliter sa trésorerie

- Diminution des risques : puisque l'entreprise court des risques sur ses valeurs d'exploitation, moins les stocks sont importants (et ils doivent, pour cela tourner très vite) et plus réduits sont les risques ;
- Amélioration de la trésorerie : une réduction rapide des stocks entraîne une diminution de la masse de l'actif circulant, ce qui comprime le besoin en fonds de roulement et par conséquent améliore la trésorerie.
- Il faut préciser, là aussi, que ce ratio n'a aucune signification pour les entreprises à activité saisonnière. A une date donnée, en effet, il n'est pas représentatif des véritables délais de paiement consentis par l'entreprise à sa clientèle.

### 2.2. Les principaux du bilan financier

Le bilan financier, est un document comptable qui reprend l'actif et le passif de l'entreprise. Il sert à visualiser le niveau de liquidité et d'exigibilité de cette dernière afin de mettre en avant sa solvabilité

Le bilan financier est créé à partir du bilan comptable en réorganisant les dettes et les créances par leur échéance, c'est-à-dire le degré de liquidité de l'actif et de l'exigibilité du passif. Le tout se fait après répartition du résultat <sup>74</sup>

### 2.3. Comparaison de bilans successifs

La comparaison de plusieurs bilans consiste à analyser et évaluer le rendement de cette entreprise sur plusieurs périodes. Cela implique de comprendre sa situation financière au fil du temps.

Cette démarche consiste à étudier les bilans périodiques et annuels. Aussi, analyser le total des actifs, le total des passifs et les capitaux propres sur plusieurs périodes pour détecter leurs changements.

D'une manière générale et lorsque les banques sont sollicitées pour un financement, elles exigent la présentation de trois bilans, et pour l'année en cours une situation bilantielle à

---

<sup>74</sup> Debitoor.fr (consulté le 30/05/2024)

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

la date la plus récente. Cette comparaison permet d'identifier des tendances de croissance, de stabilité ou la phase de déclin pour l'entreprise.

**Tableau n° 03 : un bilan financier**

Num de Cpt	Libellé	Montant	Num de cpt	Libellé	Montant
	<b>Actif non courant</b> -Immobilisation corporelles (construction, outillage, matériel industriel, etc.) -Immobilisation financière (Participations, prêts, titres)			<b>Capitaux propres</b> -Capital social -Réserves -Résultat de l'exercice -Provisions réglementées	
	<b>Actif courant</b> -Stocks -Créances clients -Autres créances -Banques -Chèques postaux -Caisse			<b>Passif non courant</b> -Emprunts -Fournisseurs -Avances et acomptes reçus -Dettes fiscales et sociales -Autres dettes	
	<b>Total actif</b>			<b>Total passif</b>	

Source : lebloguedurigeant.com <sup>75</sup>

<sup>75</sup> Lebloguedurigeant .com (consulté le 27/05/2024)

### 2.4. Présentation du TCR et le SIG

D'abord le tableau des comptes des résultats

#### 2.4.1. Le TCR

Le compte de résultat est un document comptable où l'on retrouve le détail des produits générés (comptes de classe 07) et des charges consommées (comptes de classe 06) d'une entreprise au cours de l'exercice comptable. Il reflète l'activité de l'entreprise et permet d'obtenir le résultat net (différence entre les produits et les charges) pour savoir si l'entreprise a fait un bénéfice ou un déficit

Il contient deux éléments fondamentaux : les produits et les charges

Un produit correspond à une recette et une charge correspond à une dépense. La nature des produits et des charges contenus dans le compte de résultat peut se décliner en trois classes : l'exploitation, le financier, l'exceptionnel. La constitution du compte de résultat final se détermine par la somme des résultats d'exploitation, financiers et exceptionnel

Pour calculer ses éléments :

- Résultat d'exploitation : produits d'exploitation – charges d'exploitation
- Résultat financier : produits financier – charges financière
- Résultat exceptionnel : produits exceptionnels – charges exceptionnelles
- Résultat net comptable : résultat d'exploitation + résultat financier + résultat exceptionnel + impôt sur les bénéfices – participation des salariés<sup>76</sup>

#### 2.4.2. Les SIG

Les soldes intermédiaires de gestion permettent à une entreprise de pouvoir analyser correctement ses finances à l'aide d'indicateurs clés sur sa santé économique. Les SIG s'expriment soit en pourcentage du chiffre d'affaires réalisé, soit en valeur absolue

Ce sont des données essentielles pour la gestion de la société, l'analyse de la rentabilité de cette dernière permet à tout chef d'entreprise de se faire analyser par le gérant dans le but de s'assurer de sa viabilité et de sa pérennité.<sup>77</sup>

Les éléments qui constituent les SIG on trouve

---

<sup>76</sup> L-Expert-Comptable (consulté le 30/05/2024)

<sup>77</sup> L-Expert-Comptable (consulté le 30/05/2024)

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

- La production de l'exercice : cet indicateur permet d'évaluer l'activité des sociétés qui produisent des marchandises

**La production de l'exercice : productions vendues + stock de production + production immobilisée**

- La marge commerciale : elle permet à l'entreprise de mesurer sa capacité à réaliser des bénéfices sur la revente des marchandises qu'elle commercialise, lorsque la marge commerciale est divisée sur son CA en HT on obtient son taux de marge c'est ce taux qui permet à la société de se comparer aux différents acteurs qui évoluent sur son marché

**La marge commerciale : vente de marchandise – cout d'achat de la marchandise**

**Vendue+ variation de stock de marchandise**

- La valeur ajoutée : la VA sert à mesurer la richesse brute créée par une société. C'est cette valeur ajoutée qui servira à rémunérer l'ensemble des parties prenantes de la production, à savoir son personnel, les apporteurs de capitaux tels que les actionnaires, les établissements bancaires et l'état. Elle servira aussi à l'autofinancement des futurs projets de l'entreprise

**La valeur ajoutée : marge commerciale+ production de l'exercice (production vendue + production stockée + production immobilisée) - consommation de l'exercice en provenance de tiers**

- L'excédent brut de l'exploitation : l'EBE remplis de plusieurs fonctions. Assurément ce dernier permet à la fois à une entreprise de rémunérer ses apporteurs de capitaux, de se financer et de payer à l'impôt sur les bénéfices auquel elle est assujettie. L'EBE revient donc à un flux potentiel de trésorerie lié à l'exploitation de la société

**L'excédent brut d'exploitation : VA de l'entreprise + subventions d'exploitation – impôt, taxes et versement assimilés – charges de personnel**

- Le résultat d'exploitation : BE ; sert à évaluer mesure l'aptitude d'une société à dégager des ressources grâce à son activité

**Le résultat d'exploitation : EBE +reprises sur provisions d'exploitation + autres produits d'exploitation – dotation aux amortissements et provisions – autres charges d'exploitation**

- Le résultat financier : ce dernier permet à l'entreprise de mesurer l'impact de sa politique de financement

### **Le résultat financier : produits financiers – charges financière**

- Le résultat courant avant impôt : il équivaut au résultat courant en tenant compte du résultat financier

### **Résultat courant avant impôt : résultat d'exploitation – résultat financier**

- Le résultat exceptionnel : ce résultat prend en compte l'intégralité des opérations revêtant un caractère exceptionnel et non récurrent et qui ne sont pas donc inhérentes à l'activité normale de la société

### **Le résultat exceptionnel : produits exceptionnels – charges exceptionnelles**

- Le résultat net : il s'agit du résultat de l'exercice après impact des charges d'intérêts sur endettements, de l'impôt sur les bénéfices, et de la participation des salariés

### **Le résultat net : Résultat courant avant l'impôt + résultat exceptionnel – impôt sur les bénéfices – participation des salariés <sup>78</sup>**

#### **2.5.Comparaison des résultats**

Outre la comparaison des bilans et les enseignements que l'on tire, il est nécessaire d'obtenir des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution des principaux éléments constitutifs de l'activité de l'entreprise, à savoir :

- L'évolution du chiffre d'affaires de l'entreprise ;
- L'évolution des résultats avant et après paiement de l'impôt sur les bénéfices ;
- L'évolution des dotations de l'exercice tant au titre des amortissements qu'au titre des provisions (provisions pour dépréciation, pour hausse des prix, pour pertes et charges...)

L'étude de l'évolution de ces éléments permet de déterminer si l'entreprise gagne ou perd de l'argent et comment elle le gagne ou le perd.

Le tableau des comptes de résultats permet donc d'appréhender les niveaux et l'évolution de l'activité et de la rentabilité.

---

<sup>78</sup> L'expert-comptable.com (consulté le 30/05/2023)

## Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation

Bien que s'agissent de l'analyse d'un dossier d'exploitation, il est bon de déterminer ensuite la capacité d'autofinancement de l'entreprise après avoir vérifié qu'il n'y a pas de prélèvement sur les réserves antérieurement constituées, et après avoir décomposé et affecté les résultats de l'exercice entre :

- Ce qui reste dans l'entreprise : réserves (à l'exception des prélèvements, incorporation au capital, report à nouveau ;
- Ce qui sort de l'entreprise : dividendes, rémunération des parts de fondateurs, tantièmes

Cette capacité d'autofinancement net doit être comparée, dans le temps à celles qui résultent des exercices précédents. La capacité d'autofinancement net est constituée des dotations de l'exercice (amortissement et provisions à caractère de réserves) et des bénéfices qui auront été incorporés au capital.

La capacité d'autofinancement brut comprend, en plus la part distribuée du bénéfice de l'exercice.<sup>79</sup>

### 2.6. Les garanties

Tout client qui fait une demande pour un financement doit accorder des garanties contre les risques et parmi ses garanties on trouve

- Hypothèque d'un bien immobilier qui appartient au gérant ou ses associés
- Nantissement d'un bon de caisse, titres ...
- Les cautions personnelles
- Assurances des crédits

Dans cette section, nous avons examiné l'analyse financière de l'entreprise, une étape incontournable pour la banque avant d'octroyer un crédit d'exploitation. Cette analyse permet de mesurer la santé financière de l'entreprise

---

<sup>79</sup> Farouk Bouyakoub (op,cit),p100

### Conclusion

Pour terminer le chapitre, l'analyse liée aux crédits d'exploitation est fondamentale pour assurer la solvabilité et la rentabilité d'une entreprise. Elle permet à cette dernière de générer des recettes futures suffisantes pour le remboursement des dettes.

Cette analyse, contient l'analyse détaillée de la structure et l'examen des ratios financiers. De plus, le banquier s'intéresse à la rotation des actifs circulants pour une gestion efficace qui maintien une liquidité suffisante, et évaluer l'efficacité de la gestion des stocks et celle des comptes clients.

Le banquier peut comprendre à travers cette examination la santé financière de l'entreprise et voir ses performances futures, et prendre une décision claire quant à l'octroi de crédit d'exploitation en minimisant les risques pour les deux parties.

Il peut également ajuster les conditions du crédit en fonction des indicateurs financiers de l'entreprise, comme l'imposition des garanties spécifiques. De cette manière, la relation entre la banque et l'entreprise est optimisée, permettant à l'entreprise d'obtenir les ressources nécessaires tout en assurant à la banque un niveau de risque maîtrisé.

# *Partie Pratique*

# ***Chapitre III***

*Constitution d'un dossier de crédit  
d'exploitation*

### Introduction

Dans ce qui est précédé, nous avons réussi à découvrir les variétés d'un crédit d'exploitation que le banquier met à la disposition de ses clients, ainsi que la méthodologie liée à la structuration de montage et étude d'un dossier de crédit d'exploitation.

Par la suite, nous allons approfondir ce travail avec une étude de cas au sein de l'agence AGB Azazga. Nous entamerons par une présentation sur l'agence, et par la suite nous illustrerons nos propos par un cas pratique, ce qui permettra de concrétiser les concepts théoriques abordés précédemment.

Cette étude de cas nous nous aidera à comprendre comment les critères de sélection sont appliqués en situation réelle et comment les différentes étapes d'analyse sont menées par le banquier. Nous examinerons les particularités propres à cette agence en matière de gestion des risques, de décision de crédit, et d'adaptation aux besoins spécifiques de chaque client. Cela nous permettra d'évaluer l'efficacité des approches théoriques en contexte et d'identifier les défis et solutions rencontrés dans la pratique.

### Section 01 : Présentation de l'établissement d'accueil

Lors de ce stage au sein de l'agence AGB, nous avons eu l'occasion de nous immerger dans le monde bancaire et de découvrir le fonctionnement d'une institution financière.

Cette expérience, nous a permis de mieux comprendre les différents services offerts et l'analyse des dossiers de crédits de clients.

D'abord, nous allons commencer par la présentation de la Gulf Bank et leurs différents services, puis nous allons voir un cas réel d'une demande de crédit qu'il s'agit d'une découverte mobilisable ; de la demande de client jusqu'à l'octroi de crédit.

#### 1. Présentation de Gulf Bank Algérie

L'AGB ou Gulf Bank Algérie est une banque privée de droit algérien, filiale de la banque Burgan Bank Group, cette dernière est une banque Koweïtienne, il s'agit de la deuxième banque conventionnelle du Koweït, elle est aussi membre d'un des plus éminents groupes d'affaires du Moyen-Orient le Holding KIPCO « Kuwait Project Company », ce groupe a investi dans le monde entier sur plusieurs secteurs tel l'énergie, la finance et le foncier.

AGB est installée en Algérie depuis 2004 avec un capital social de 20 000 000 000 DA, le siège social se situe au Boulevard Ali KHODJA à El BIAR, Alger, elle dispose aujourd'hui d'un réseau de 61 agences réparties sur tout le territoire national, liées au pôle exploitation de la banque, elles sont chapotées par la direction réseau qui est organisée en (08) huit directions régionales DR Alger, DR Annaba, DR Sétif, DR Centre, DR Oran, DR Sud et DR Skikda.

Elle accompagne tous les acteurs économiques dans la réalisation de leurs projets avec des prestations et produits sur mesure pour chaque client dans le respect total des valeurs d'AGB qui se résume dans la « MAITRISE », on trouve parmi ses clients, les entreprises en toutes catégories (grandes, PME, PMI, TPE) ainsi que les particuliers et professionnels.

#### 1.1. Les valeurs de AGB

Gulf Bank Algérie, s'articule autour de valeurs essentielles : le mérite, l'ambition, l'innovation, la transparence, la réalisation, l'intégrité, la satisfaction du client et l'esprit d'équipe. Ces principes guident toutes les actions de la banque. Le mérite et l'ambition encouragent l'excellence individuelle et collective, tandis que l'innovation assure une adaptation constante aux évolutions du marché. La transparence et l'intégrité garantissent une

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

communication honnête et ouverte. La réalisation des objectifs et la satisfaction client sont prioritaires, et l'esprit d'équipe favorise une collaboration efficace et harmonieuse.

**Figure n° 05 : Les valeurs de AGB**



Source : documents fournées par AGB

### 1.2. Produits et services offerts

La banque AGB propose une gamme variée de produits et services pour répondre aux besoins de ses clients. Elle offre des comptes courants et des comptes d'épargne avec des options de gestion en ligne. Pour les particuliers, des prêts personnels, des crédits immobiliers et des cartes de crédit sont disponibles, tandis que les entreprises peuvent bénéficier de crédits commerciaux et de services de trésorerie. La banque propose également des solutions de placement et des assurances pour diversifier et protéger les actifs de ses clients. Les services de conseil financier sont conçus pour aider les clients à atteindre leur objectif financier avec expertise et précision

Le tableau suivant résume globalement les prestations et produits offert pour chaque catégorie de client au niveau de la banque AGB

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

**Tableau n°4 : tableau des produits et services offert au niveau AGB**

Retail	Entreprises & professionnels
<b>Comptes</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte chèque</li> <li>• Compte épargne (énuméré et non rémunéré)</li> <li>• Compte devise</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte Courant,</li> <li>• Compte courant professionnel</li> <li>• Compte personne physique,</li> <li>• Compte CEDAC</li> <li>• Compte INR.</li> </ul>
<b>Produit monétaire</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Carte interbancaire « SAHLA » et « EL OULA »</li> <li>• Carte visa EUR :« PREPAYEE, CLASSIQUE, GOLD, PLATINIUM »</li> <li>• Carte visa USD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Carte business Gold &amp; CLASSIQUE</li> </ul>
<b>Produit d'assistance &amp; banque digitale</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• AGB BY SMS</li> <li>• AGB ONLINE</li> <li>• AGB BY PACK : Start, smart et smart+ (les packs propose la combinaison de plusieurs produits en plus des frais de gestion de compte avec des prix attractifs)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AGB ONLINE</li> <li>• Terminal de paiement électronique (TPE) en DZD et Devise</li> <li>• Web marchand (site internet)</li> </ul>
<b>Financement</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédit à la consommation :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- TESHILET SAYARATI (voiture et moto)</li> <li>- TESHILET MEUBLE</li> </ul> </li> <li>• Crédit moyen &amp; long terme :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crédit BAYTI acquisition</li> <li>- Crédit BAYTI aménagement</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédit d'exploitation</li> <li>• Crédit d'investissement</li> <li>• Financement du commerce extérieur</li> </ul>
<b>Commerce extérieur</b>	
Transfert paiement frais médicaux et frais d'étude, domiciliation salaires algériens expatriés, rapatriements héritage...	Payement des transactions commerciales internationales via Crédit documentaire, remise documentaire et transfert libre
<b>Investissement</b>	
Dépôt à terme et bon de caisse	

Source : documents fournées par AGB

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

Sachant que la banque AGB détient un agrément d'exploitation pour le guichet islamique conforme à la Charia, elle propose des comptes et produits islamiques sur quasiment tous les produits et services cités plus haut (à l'exception du crédit Bayti).

### 2. Présentation de l'agence d'accueil Azazga

L'agence AGB Azazga se situe au N°29 boulevard Ahmed Zaidat, Azazga, elle a ouvert ses portes en Juin 2022 pour fournir des produits et services financiers aux ménages, commerçants et entreprises de la région.

Elle compte un effectif de 05 employés, ces derniers sont connus pour la polyvalence dans les postes et métiers de l'agence, la RH veille à ce que les employés aient les formations nécessaires dans le but d'offrir les meilleurs services aux clients mais aussi afin d'évoluer dans le métier de la banque.

#### 2.1.L'organisation de l'agence

Elle contient de nombreux postes

##### 2.1.1. Directeur d'agence (DA)

Premier responsable de l'agence sur le plan juridique, commercial et budgétaire, il a pour mission le management de l'équipe dans le but d'accroître le chiffre d'affaires et PNB tout en limitant les risques.

##### 2.1.2. Responsable commercial (RC)

Deuxième responsable de l'agence, intérimaire du directeur en son absence, il a pour mission principale le développement du portefeuille client.

##### 2.1.3. Conseiller clientèle corporate (CCC)

Il prend en charge la clientèle corporate (entreprises) et les accompagnements dès l'ouverture du compte, il propose les produits et services en adéquation avec l'activité et assure le suivi relationnel. Il s'occupe également du montage et traitement des dossiers de crédit ainsi que les opérations de commerce extérieur.

##### 2.1.4. Chargé de clientèle particulier (CCP)

Il est en charge de la clientèle professionnelle et retail, traitement et montage des dossiers de crédit à la consommation et habitation.

### 2.1.5. Back office dinar & devise (BO)

Il s'occupe des opérations de veille en télé compensation soit les encaissements chèques, effets de commerce et virements mais aussi les transactions internationales comme les transferts, le BO devise prend en charge toutes les opérations liées au commerce extérieur. (Ce n'est pas toute les agences qui ont un BO devise dans ce cas les taches reviennent au CCC).

### 2.1.6. Chargé relation clientèle (CRC)

Agent polyvalent installé à l'accueil, il a pour taches principales la gestion de la caisse secondaire mais aussi une partie des opérations back office et les taches du CCP.

### 2.1.7. Le caissier

Il s'occupe des opérations de caisse soit les retraits et versements en monnaie nationale et en devise, il assure aussi les opérations de droit de change touristique, mais aussi l'alimentation des distributeurs automatique ainsi que les envois et la réception de fonds de la Banque d'Algérie.

## 2.2. Les outils de travail

Afin de fournir un environnement de travail harmonieux et favorable à ses employés, AGB a mis en place des processus et procédés aux meilleurs standards du marché qui conçoivent des solutions sur mesure dans le but d'accompagner son effectif dans l'exécution de ses taches au quotidien dans la coordination et collaboration entre les différentes structures, nous allons citer quelques supports techniques utilisés.

### 2.2.1. Outlook

Messagerie et e-mail, sert principalement pour la collaboration entre employés de la banque autres agence ou en centrale pour les différentes demandes d'accord jugées urgente.

### 2.2.2. ACE

Automatisation des Crédits aux Entreprises, dédiés au traitement des dossiers de crédit toutes les demandes sont attachées et les documents sont archivés, triées par numéro.

### 2.2.3. CRM

Customer Relationship Management ou gestion de la relation client, plateforme dédiée à l'ouverture de tous les comptes (retail, corporate et professionnels) mais aussi à la gestion des réclamations, c'est une base de données qui génères différents tableaux de bords relatifs à l'activité bancaire de l'agence.

### 2.2.4. Welcome AGB

Nouvelle plateforme d'ouverture de compte moyennant l'intelligence artificielle, elle est en phase de lancement.

### 2.2.5. SGB

Système Gestion Bancaire, c'est le système de comptabilisation bancaire.

### 2.2.6. Talenteo AGB

Gestion de la ressource humaine de la banque, planification des congés, départ en maladie, établissement de documents relatifs aux employés tel l'attestation de travail

### 2.2.7. AGB academy

Plateforme dédiée à la formation du personnel à distance pour tout le personnel de la banque.

### 2.2.8. ICD

Solution informatique et assistance en cas de panne

## 3. Organisation de la banque

Pour une meilleure maîtrise du risque et une bonne répartition des tâches et responsabilités, AGB a comme stratégie la centralisation de son activité (décisions) à la direction générale, les agences ont un rôle primordial dans le développement de l'activité avec les objectifs commerciaux prédéfinis visant le développement du portefeuille client de la banque.

L'organisation de la fonction crédit Corporate au sein de la banque d'accueil AGB, est présenté ci-dessous en mettant l'accent sur les responsabilités et missions des différents acteurs intervenant dans l'activité de crédit au niveau de

Le traitement d'un dossier de crédit au sein de la banque AGB implique l'agence en premier lieu, et fait intervenir plusieurs structures au niveau central.

Le processus compte les intervenants suivants

- L'Agence ;
- La direction de financement ;
- Département GR
- Département PME
- Département Risque Crédit ;

- Département de l'administration de crédit (ADM crédit) ;
- Département gestion de crédit.

### 3.1.Fonction de crédit en Agence

L'agence, est reliée directement à la direction réseau qui fait partie du pôle exploitation, elle a pour objectif principal le développement du portefeuille client dans but d'accroître les engagements moyennent plusieurs outils, notamment la qualité de la prestation de service. Il en est principalement de la responsabilité du directeur d'agence, le responsable commercial et aussi le conseiller clientèle corporate, ses principales missions sont

- Recherche de prospect potentiel et la domiciliation de leur activité ;
- Suivre de l'activité (opérations bancaire et cycle d'exploitation) ;
- Ciblage du besoin et proposition d'accompagnement (détecter le besoin de financement et proposer le bon produit) ;
- Montage d'un dossier de crédit (vérification du dossier de crédit, constitution, éligibilité au financement ...)
- Elaboration d'un compte rendu de visite et rapport commercial
- Proposition de financement (avis de financement + garantie, en adéquation avec la réglementation en vigueur)

Sachant que le dossier de crédit bancaire, est ensuite transmis à la direction des financements via ACE (gestion automatisée crédit aux entreprises) ou sont attachés tous les documents nécessaires à l'étude du dossier de crédit bancaire

### 3.2.Fonction de crédit à La direction de financement

La direction de financement, est chapotée également par le pôle exploitation de la banque. Elle assure le traitement des dossiers de crédit entreprises (les dossiers de crédit professionnels et particulier sont traités par le département Retail actuellement sous tutelle de la direction réseau) et il est divisé en deux départements comme suit

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

Tableau n° 05 : tableau de la segmentation de la direction de financement

Désignation	Département Grande relation GR	Département PME
<b>Définition</b>	Le Département des Grandes Relations est chargé de la gestion et du développement du portefeuille de crédit constitué par les clients classés par la banque dans la catégorie des Grandes Relations.  Organisé par secteur d'activité afin de bien maîtriser l'étude.	Le Département des PME est chargé de la gestion et du développement du portefeuille de crédit constitué par les clients classés par la banque dans la catégorie des Petites et Moyennes Entreprises.  Organisé par régions
<b>Capital</b>	Supérieur à 100 MDA	Supérieur à 3 MDA
<b>Chiffre d'affaires</b>	Supérieur à 1 500 MDA	Supérieur à 150 MDA
<b>Total bilan</b>	Supérieur à 1 000 MDA	Supérieur à 50 MDA

Source : documents fournées par AGB

### 3.2.1. Organisation

Le directeur de financement, est un membre du comité de crédit et compte une voix dans les décisions de financement, sous sa directive on trouve les deux chefs de département GR et PME. Chaque département a un chef de service ayant pour objet principal la consolidation des réalisations de leurs départements ils supervisent les chargés de portefeuille eux-mêmes à la tête des Analystes crédit chargés de l'étude des dossiers de crédit et leurs présentations au comité.

### 3.2.2. Missions

Sont chargés d'établir une note de crédit appelée note BU, cette dernière reprend l'étude commerciale et financière de l'entreprise.

On y trouve dans la note BU

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

- La présentation globale de l'entreprise : raison sociale, capital, date de création, adresse, coordonnées gérant, date d'entrée en relation
- Détail de la demande client : type et montant du crédit, les encours de financement, l'objet de financement
- Détail du patrimoine de l'entreprise et des associés
- Présentation de garanties en couverture : garantie financière (bon de caisse ou dépôt à terme) garantie tangible (bien immobilier), autre garantie (assurance, caution solidaire, nantissement de marché...)
- Détail des résultats de la centrale des risques banque d'Algérie : mettre le détail de chaque crédit accordé par une banque confrère
- Détail mise à jour fiscale et parafiscale : extrait de rôle, CNAS, CASNOS, CACOBATH
- Présentation détaillée de l'entreprise : évolution du capital social, répartition des parts sociales entre associés, détail des activités exécutées, présentation des sociétés sœurs s'il s'agit d'un groupe
- Présentation du cycle d'exploitation avec délai
- Présentation de la situation financière de l'entreprise (CA, Résultat net, total bilan, et les postes bilan les plus importants (fournisseurs, client, stock et dette)
- Justification du besoin de financement : présentation d'un plan d'importation, plan de charge ....
- Détail de la relation bancaire avec le client : date d'entrée en relation, les mouvements confiés, le PNB, l'état des incidents de paiement (impayé)
- Proposition d'un avis de financement
- Proposition de garantie à recueillir
- La note BU est remontée sur ACE

### 3.3.Département Risque Crédit

Le département fait partie de la direction risque crédit, cette dernière est reliée au pôle risque management. Le département risque crédit prend en charge l'étude financière du dossier de crédit avec un regard sur la note BU qui porte l'explication de certains déséquilibres financiers, il élabore à leur tour une note risque crédit et le Financial.

### 3.3.1. Le Financial

Il s'agit d'un document résultant de la reclassification des postes bilan les plus importants pour un calcul automatique générant des ratios clés nécessaire pour jugés la santé financière globale de l'entreprise.

### 3.3.2. La note risque crédit

La note établie par l'analyste risque crédit elle vient approfondir les résultats du Financial, elle reprend ce qui suit

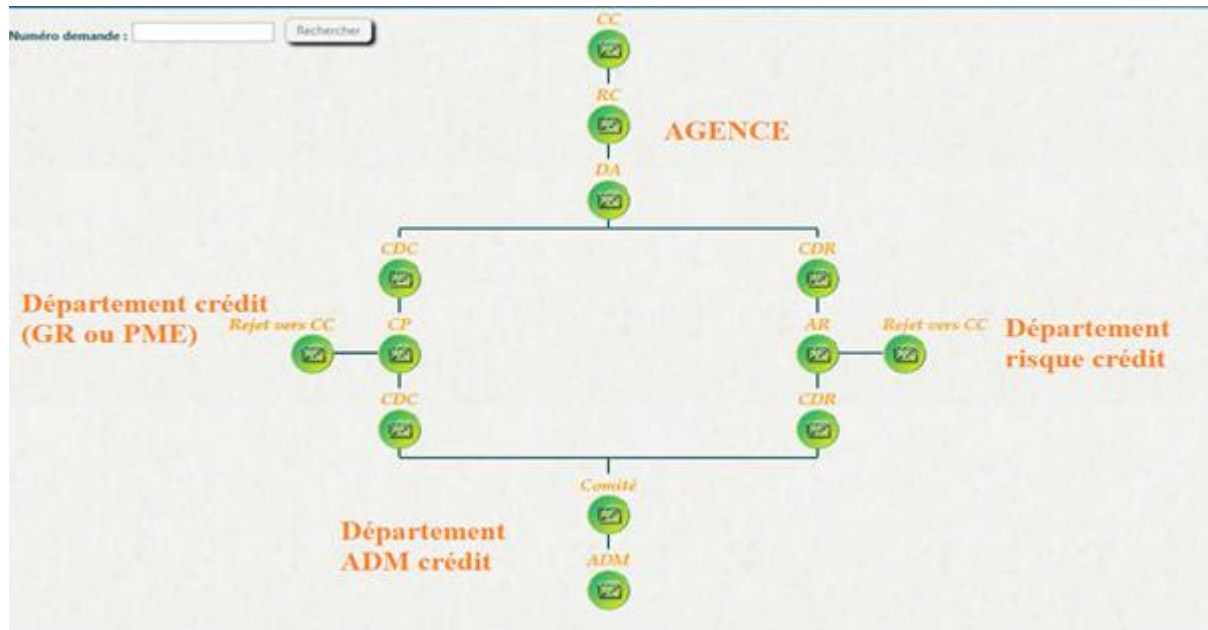
- Détail de la demande client : type et montant du crédit, les encours de financement, l'objet de financement ;
- L'analyse de l'activité (capitalisation, chiffre d'affaires, mouvement confiés) ;
- L'analyse de la rentabilité (calcul de la marge brute, marge du résultat net) ;
- L'analyse du cycle d'exploitation (stock, fournisseur, client);
- L'analyse de la situation d'endettement ;
- L'analyse de la structure financière ;
- L'analyse de la solvabilité ;
- Calcul du risque net et le taux de couverture suivant les garanties proposées ;
- Analyse des résultats de la centrale des risques BA ;
- Conclusion et avis
- La note risque crédit et le Financial sont remontée sur ACE

### 3.4.Département de l'administration de crédit (ADM crédit)

Également sous la directive de la direction risque crédit elle a pour missions

- Programmation des comités de crédit après recueil des notes BU, note risque crédit et Financial sur ACE
- Assiste au comité de crédit dans le but de reporter les avis des membres afin d'établir le PV de comité pour signature
- Etablissement du ticket d'autorisation (TA), le TA reprend l'offre de crédit ainsi que les conditions exigées lors du comité (conditions bloquantes et non bloquantes)
- Vérification et validation des conditions pour la mise en place du TA
- En charge de la vérification des documents relatifs au recueil de la garantie tangible (hypothèque conventionnelle ou légale) soit le livret foncier, le négatif et l'acte de propriété ainsi que la planification de l'expertise de ses biens

Figure n° 06 : Schéma récapitulatif intervenant dans le traitement du dossier de crédit bancaire sur la plateforme ACE



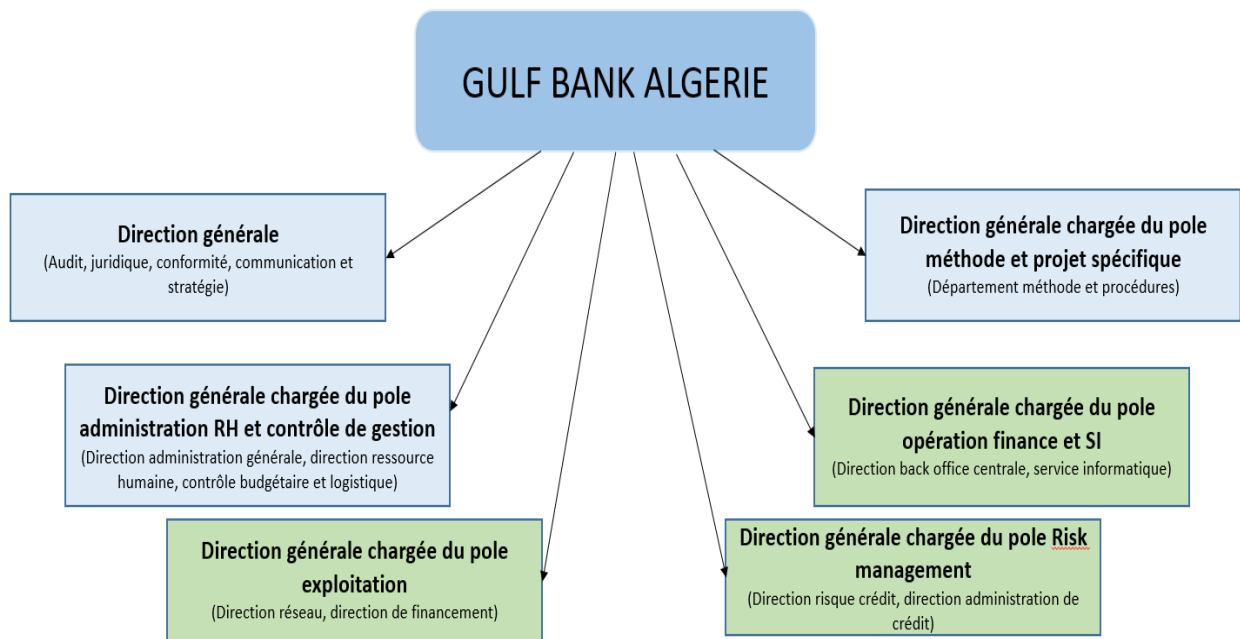
Source : documents fournées par AGB

### 3.5. Département gestion de crédit

Également sous la directive de la direction risque crédit elle a pour missions :

Une fois la saisie du TA est effectuée et validée sur SGB, le client va commencer à utiliser les crédits accordés. L'agence aura la main sur SGB pour procéder au déblocage suivant le type de financement obtenu, c'est là qu'intervient le département gestion de crédit car il a pour mission la validation des déblocages saisie en agence après la vérification des justificatifs présentés (factures, billets à ordre, appel d'offre .....)

Figure n° 07 : Schéma récapitulatif de la structure organisationnelle de GULF BANK ALGERIE



Source : documents fournées par AGB

Sachant que les rectangles en vert sont des structures liées à au financement bancaire.

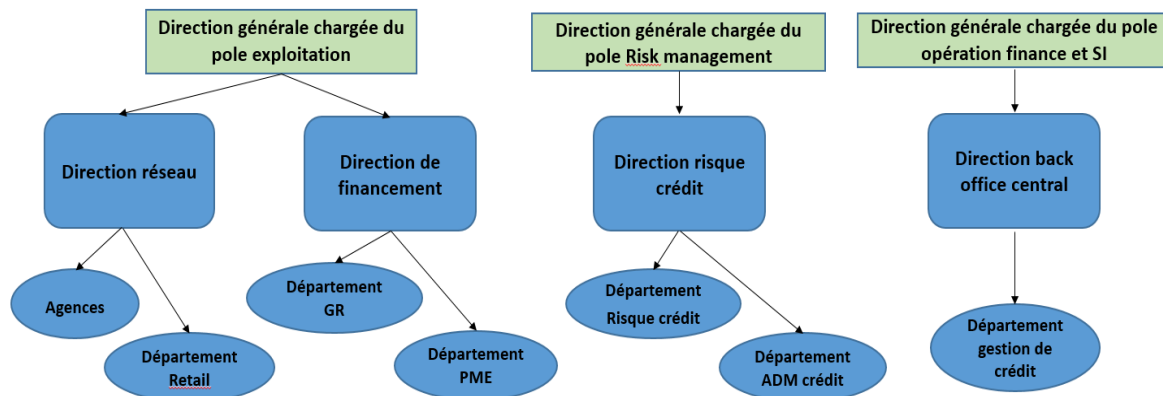
La Golf Bank Algérie, dispose d'une structure organisationnelle bien définie. Au sommet, on trouve la direction générale qui supervise l'ensemble des opérations de la banque.

Sous cette direction centrale, plusieurs pôles spécifiques sont mis en place pour assurer une gestion efficace et spécialisée des différentes activités bancaires.

La direction générale chargée du pôle méthodes et de projets spécifiques se consacre à l'innovation et à l'amélioration des processus. La direction générale chargée du pôle administration et contrôle de gestion gère les aspects administratifs et financiers internes. La direction générale chargée du pôle opération finance et service informatique s'occupe des transactions quotidiennes et des services de paiement. La direction générale chargée du pôle risques management se concentre sur l'identification, l'évaluation et la gestion des risques afin de garantir la stabilité et sécurité de la banque.

Cette structure permet à AGB de fonctionner d'une manière très efficace en répartissant les responsabilités et en spécialisant les compétences au sein de chaque pôle.

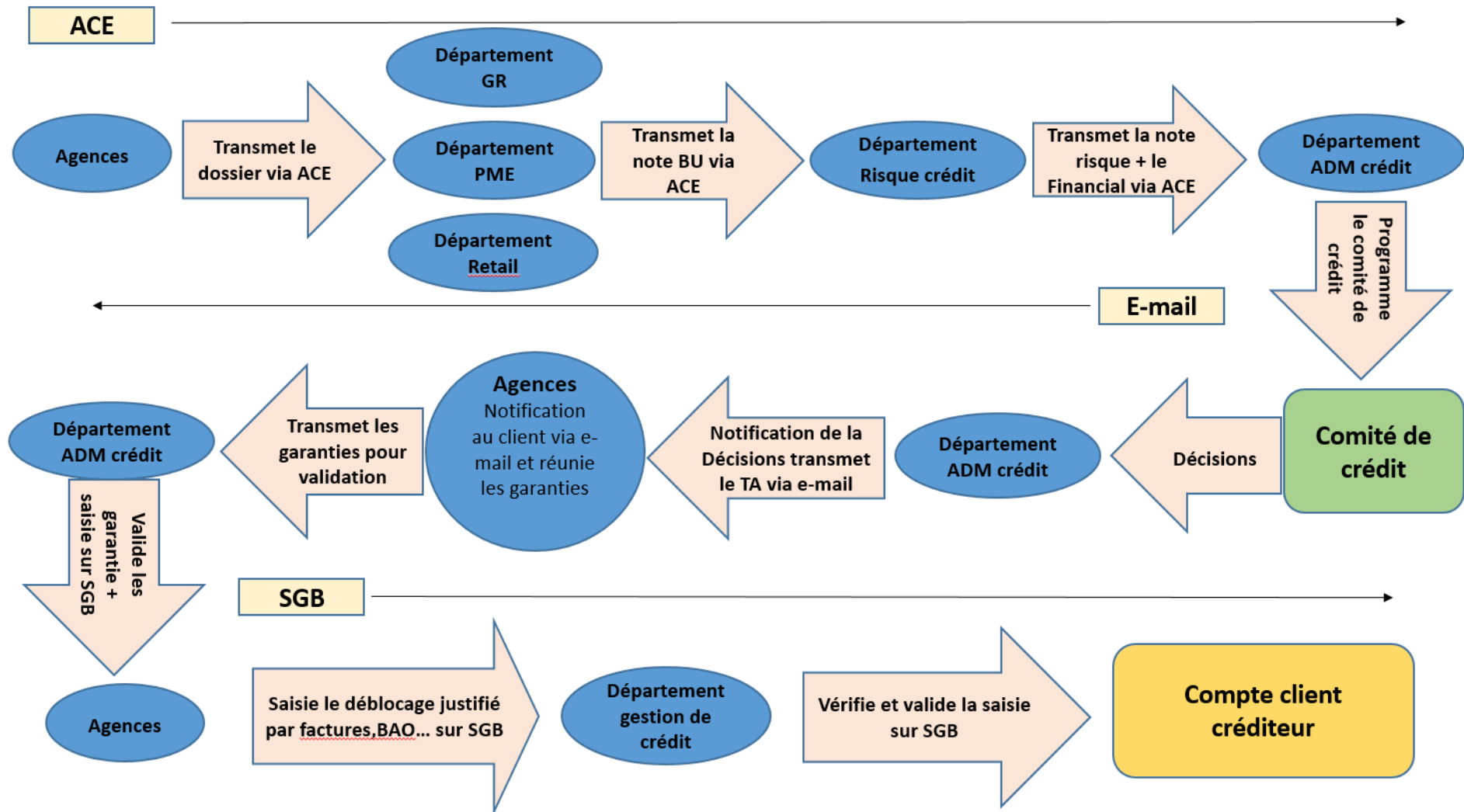
Figure n° 08 : Schéma récapitulatif sur les intervenants dans le traitement du dossier de crédit bancaire



Source : documents fournées par AGB

Le traitement d'un dossier de crédit bancaire implique plusieurs intervenants clés, chacun relevant de différentes directions générales. La direction générale chargée du pôle exploitation supervise la direction réseau qui contient les agences et les départements retail, et la direction de financement qui contient les départements GR, et les départements PME. De son côté, la direction générale chargée du pôle Risk management englobe la direction risque crédit, qui est subdivisé en deux départements celui de risque de crédit et ADM crédit. Par ailleurs la direction générale chargée de pôle opération finance et système informatique inclut la direction Back office centrale, qui intègre le département de gestion de crédit. Ces diverses entités collaborent pour assurer une gestion efficace des dossiers de crédit bancaire.

Figure n° 09 : Processus de montage- traitement- mise en place et suivie.



Source : documents fournées par AGB

### Section 02 : traitement d'un dossier de crédit d'exploitation

Le traitement d'un dossier de crédit d'exploitation, consiste à évaluer la solvabilité et les besoins financiers d'une entreprise pour soutenir ses activités courantes.

Ce processus inclut l'analyse des états financiers, l'examen proposées, et l'évaluation des risques associés au prêt.

Dans cette section, nous mettons la lumière sur un cas d'une demande d'un crédit bancaire d'un client aux guichets de AGB. D'abord nous présentons le cas pratique, nous parlons de l'entreprise et son analyse financière.

#### 1. Présentation de l'opération

Le client a introduit une demande portant sur le financement de l'exploitation afin de faire face à ses achats locaux en matière première.

La demande porte sur

- Une ligne de découverte mobilisable de **30 MDA** à hauteur de 80% sur 90 jours

Pour cela le dossier suivant est remis :

- Une demande de crédit signée et cachetée précisant la nature, le montant et la destination des crédits sollicités.
- 03 derniers Bilans fiscaux (2020.2021.2022)
- Situation comptable arrêtée au 31/12/2023
- Dernier rapport du commissaire aux comptes.
- Attestation de mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité.
- Extrait de rôle de moins de 3 mois
- Plan de charge (copies des marchés en cours de réalisation)
- Dossier caisse à jour (registre de commerce, statut, bail de location, NIF, documents d'identité des associés et gérant ainsi que la résidence)

#### 1.1.Présentation de l'entreprise et son environnement

D'abord nous commençons par l'historique de l'entreprise

### 1.1.1. L'historique de l'entreprise

L'entreprise Alpha est une entreprise familiale sous forme d'une SARL, créée en 2014 avec un capital social de 100 000 DA augmenté en 2020 à 20 MDA, ayant pour activité la réalisation et construction de charpente métallique.

### 1.1.2. Présentation interne de l'entreprise

Cette entreprise contient

#### 1.1.2.1. Les Associés

- Monsieur Mourad. R en qualité de gérant, détient 50 %. (TS en génie civil)
- Monsieur Kamel. R en qualité de cogérant, détient 50%.

#### 1.1.2.2. Le personnel

L'entreprise compte 33 employés dont 30 ouvriers, 01 assistant de direction et 2 cadres dirigeant.

#### 1.1.2.3.1 Management

L'entreprise est gérée par les deux associés

- Monsieur Mourad. R en qualité de gérant, âgé de 45ans (TS en génie civil), il gère l'entreprise depuis sa création, il s'occupe de la partie technique.
- Monsieur Kamel. R en qualité de cogérant, âgé de 39ans il est co-gérant dans l'entreprise depuis sa création il s'occupe de la partie commerciale, négociation, devis et démarche pour les nouveaux marchés....

#### 1.1.2.4. Le produit

L'entreprise réalise tous les projets liés à la construction métallique mais elle est principalement spécialisée dans les charpentes.

### 1.1.3. Présentation externe de l'entreprise

La présentation externe contient :

#### 1.1.3.1. Le marché

Les entreprises qui exercent dans ce domaine sont minoritaire dans la région, le plan de charge présenté en dit long sur la notoriété de l'affaire dans la région.

### 1.1.3.2. Les clients de notre relation

L'affaire compte à son actif des entreprises privées (principalement des usines) mais aussi des entreprises publiques, elle détient la réalisation de plusieurs marchés avec NAFTAL. Elle active sur le territoire régional.

Le mode de règlement de ses clients est principalement par chèque et virement (délais de règlement diffère d'un client à un autre allant de 90 jours à 12 mois suivant les situations de réalisation).

### 1.1.3.3. L'approvisionnement

Elle détient des fournisseurs étrangers pour l'acquisition de matériel, tel les machines de découpage métallique et autre matériel mais elle se fournit localement pour la matière première « tubes profilés en fer », le paiement des fournisseurs se fait à vue d'où la demande de financement.

## 2. L'historique de la relation

C'est une relation domiciliée aux guichets de AGB depuis décembre 2022, elle a été démarchée de sa banque d'accueil BDL.

### 2.1. Définition de découvert mobilisable

C'est un crédit accordé pour le financement de l'exploitation destiné au financement des achats locaux, c'est un crédit par caisse, il s'agit d'une avance sur le compte client débloquée sur la base d'une facture d'achat au prorata de l'accord.

## 3. L'analyse financière de l'entreprise

L'étude va se faire suivant les bilans fiscaux 2020, 2021, 2022 et la situation comptable arrêtée au 31/12/2023 de l'entreprise Alpha. Les données et calculs sont illustrés en KDA (x1000).

### 3.1. Analyse de l'activité de la société

Le CA évolue en dent de scie avec une évolution à trois chiffres en 2023. Cette situation est expliquée principalement par l'augmentation du plan de charge en 2023.

Les mouvements confiés ont aussi augmenté passant de 21% à 61% en 2023, soit plus de la moitié de l'activité est domiciliée aux guichets de AGB

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

Tableau n° 06 : les mouvements confiés de l'entreprise en 2020-2023

Libellé	2020	2021	2022	Au 31/12/2023
CA	95 711	131 811	59 173	350 124
CA TTC	113 896	156 855	70 415	416 647
Evolution du CA	/	+37 %	-55%	+491%
MC	/		15 020	254 712
MC / CA TTC	/	/	21%	61%

Source : documents fournées par AGB

L'agence AGB Azazga a commencé son activité en Juin 2022 d'où l'absence des MC en 2020 et 2021.

### 3.1.1. Analyse de la solvabilité

Nous calculons le ratio de solvabilité

Tableau n° 07 : calcul du ratio de solvabilité

Libellé	Formule	2020	2021	2022	Au 31/12/2023
Ratio de solvabilité	Capitaux permanent / Total bilan x100	17%	18%	16%	24%

Source : documents fournées par AGB

- L'entreprise a réussi à maintenir une bonne autonomie financière entre 2020 et 2022, le ratio dépasse les 20% en 2023 pour atteindre 24%, cela s'explique par l'augmentation des fonds propre. L'entreprise Alpha avait procédé à l'augmentation de son capital social à 20 000 KDA en 2020.

### 3.1.2. Analyse de la rentabilité

Nous calculons le ratio de rentabilité

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

Tableau n° 08 : calcul du ratio de rentabilité

Libellé	Formule	2020	2021	2022	Au 31/12/2023
<b>Tx de Marge brute</b>	Marge brute(CA- consommation) / CA X 100	30%	45%	/	39%
<b>Tx de Marge résultat net</b>	Résultat net / CA X 100	06%	07%	09%	03%

Source : documents fournée de AGB

- La marge brute s'améliore suivant la hausse de l'activité passant de 30% en 2020 à 45% en 2021 conséquence de la baisse de la consommation, elle est nulle en 2022 avec une production stockée de 43 000 KDA.
- Le résultat net suit la même tendance, il représente 9% en 2022 ce qi est appréciable pour l'activité.

### 3.1.3. Analyse de la structure financière

Nous allons analyser la structure financière dans ce tableau suivant

Tableau n° 09 : l'analyse de la structure financière

Libellé	Formule	2020	2021	2022	Au 31/12/2023
<b>Fond de roulement</b>	Capitaux permanent – immobilisation	268	17 202	17 482	33 363
<b>Besoin en fond de roulement</b>	Actif circulant – passif circulant	-1 176	16 231	17 042	23 139
<b>Trésorerie</b>	/	908	971	441	10 224
<b>Liquidité générale</b>	Actif circulant – stock / dette Court Terme *100	71	109	81	97

Source : documents fournées par AGB

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

- La structure financière est équilibrée à partir de 2021 avec un FR positif couvrant le BFR faisant ressortir une trésorerie positive.
- La liquidité générale est positive, cela signifie que l'entreprise est en capacité de régler ses dettes à court terme tout en développant son activité.

### 3.2. Analyse du cycle d'exploitation

Dans ce tableau nous analysons le cycle d'exploitation

Tableau n° 10 : analyse du cycle d'exploitation

Libellé	Formule	2020	2021	2022	Au 31/12/2023
Rotation de Stock	Stock /CA				
	X 360	147	1	318	38
Créance client	Client /CA				
	X 360	316	468	871	82
Dettes fournisseur	Fournisseur /CA				
	X 360	306	215	583	15

Source : documents fournées par AGB

- Le stock est constitué de travaux de charpente non facturés, il passe de quasi nul en 2021 à 52 353 KDA en 2022 ; année caractérisée par la baisse de l'activité. Nous constatons une meilleure gestion de stock En 2023 représentant 38 jours du CA.
- Le délai client accordé est très important allant de 10 à 29 mois, c'est relatif à la nature des produits commercialisés (charpente métallique) et délai de réalisation des projets, toute fois nous enregistrons une nette amélioration de la dans le recouvrement en 2023 avec un délai client de 3mois.
- L'entreprise a bénéficiait d'un délai fournisseur allant de 7 mois à un maximum de 19 mois, ce délai a baissé en 2023 suite aux recouvrements des créances. Cela démontre la notoriété de l'entreprise sur le marché car les fournisseurs lui ont fait confiance ont lui accordons des délais aussi important.

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

### 3.3. Analyse de l'endettement

L'analyse se fait à travers ce tableau

Tableau n° 11 : l'analyse de l'endettement

Libellé	Formule	2020	2021	2022	Au 31/12/2023
Ratio d'endettement	Dettes / Capitaux permanent X 100	/	/	47%	23%

Source : documents fournie par AGB

- L'objet d'endettement est un financement en leasing de 18 516 KDA accordé par MLA dont l'objet est l'acquisition de matériel de production (renouvellement et extension) soit : une scie hydraulique, presse plieuse hydraulique, machine à découpe plasma et un poste à souder.
- Nous constatons la baisse du ratio d'endettement, passant de 47% à 23% cela signifie que l'entreprise respecte ses engagements vis-à-vis de son créancier.

#### 4. Les garanties de l'entrepreneur

L'entreprise Alpha propose en couverture la souscription d'une assurance insolvabilité à hauteur de ses engagements.

Le montant de la prime pour couvrir les 30 000 KDA sollicité s'élevé à 499 KDA (taux appliqué 1,4%/an + TVA).

#### 5. Avis des décisions

Compte tenu des éléments suivant

- L'évolution positive du CA ;
- La structure financière équilibrée ;
- Le ratio de solvabilité au vert en 2023 ;
- Situation d'endettement régulière sans incidents ;
- Optique d'écourter le délai fournisseur ;
- L'augmentation des MC à nos guichets ;
- La notoriété de l'entreprise sur le marché ;
- L'expertise et l'expérience des gérants ;
- Proposition d'une assurance insolvabilité en couverture ;

## Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation

Nous sommes d'avis favorable à la demande du client soit

- Une ligne de découvert mobilisable de 30 000 KDA à hauteur de 80% sur 90 jours

### **Contre les conditions suivantes**

- Signature de la convention de crédit ;
- Signature de Billet à ordre ;
- Présentation des mises à jour CNAS, CSNOS et CACOBAT
- Présentation un extrait de rôle apuré ;
- Souscription d'une assurance insolvabilité à hauteur des engagements ;
- Souscription d'une assurance multirisque professionnelle ;
- Constitution de 20% d'apport lors de chaque déblocage ;

Sachant qu'une fois l'étude établie au niveau de l'agence sous forme de rapport commercial, le dossier est transmis via ACE pour le traitement par le département crédit et risque crédit ensuite soumis au comité de crédit pour décision finale.

### Conclusion

A la fin de ce chapitre réservé au cas pratique, nous avons pu voir la méthode d'analyse d'un montage et étude dossier de crédit d'exploitation au sein de l'agence AGB Azazga.

Nous avons pu enrichir notre travail et le développer avec ce cas pratique. Nous avons vu et comparer les résultats obtenus et la démarche suivie avec celle de l'agence et malgré les différentes méthodes mais les résultats peuvent être assimilés.

Toutefois, une étude superficielle et n'est pas fiable peut entraîner l'omission de certains éléments, ce qui mène à des décisions erronés et inappropriés.

Donc, il est primordial de recourir à des techniques d'analyses approfondies pour garantir l'efficacité de l'étude.

En approfondissant notre approche, nous avons découvert que l'usage de modèles analytiques avancées permet d'identifier des tendances et des anomalies qui peuvent passer inaperçues lors d'une analyse plus sommaire. Cette rigueur se traduit par une meilleure compréhension des risques et des opportunités associés à chaque dossier. De plus, elle offre une plus grande précision dans les prévisions et les évaluations financières.

L'apprentissage a tiré de ces cas pratiques nous a permis de développer notre capacité à collaborer et à partager des perspectives diverses, enrichissant ainsi notre vision globale. L'importance de la validation croisée des résultats et de l'intégration de retours d'expérience provenant de différentes sources a été mise en évidence.

En fin de compte, ces pratiques renforcent la fiabilité des analyses et leur crédibilité et la solidité des décisions prises par l'agence.

# *Conclusion générale*

### Conclusion générale

Nous arrivons au terme de ce mémoire après deux mois de stage pratique au sein de l'agence Gulf Bank Azazga. Nous avons essayé de développer et analyser les différents produits et services proposés par cette agence à sa clientèle à travers trois chapitres, ainsi la méthodologie suivie dans l'étude d'un dossier de crédit bancaire.

Les produits proposés par l'AGB sont plusieurs, et sont beaucoup diversifiés selon les besoins des clients et leurs désirs.

Après cette étude, nous avons constaté que

- Les banques en général doivent continuer à introduire de nouveaux produits et les adapter selon les besoins de leurs clients surtout les nouvelles générations. Cette adaptation est essentielle pour rester compétitif sur le marché bancaire en constante évolution et pour répondre aux nouvelles attentes des clients.
- Accorder une importance à les méthodes d'analyse des risques qui doit être bien maîtrisée par les employés, une bonne analyse des risques permet de prévenir les défauts de paiement et de minimiser les pertes financières pour la banque. Cela implique l'utilisation d'outils analytiques et une formation continue des employés sur les meilleures pratiques en matière de gestion de risques.
- Développer les moyens de paiement électronique, avec l'essor du numérique, les clients s'attendent à des solutions de paiement rapides et sécurisées, telles que les applications mobiles, les portefeuilles électroniques. Donc, investir dans ces technologies est important pour améliorer l'expérience client et augmenter l'efficacité opérationnelle de la banque.
- Investir dans la matière grise, c'est-à-dire dans les ressources humaines et la formation des employés. Les employés bien formés et motivés sont capables de fournir un service de qualité supérieure et d'innover dans leurs approches. Cela inclut des programmes de formation continue, des opportunités de développement professionnel et un environnement de travail stimulant

Cependant, la méthode de financement des crédits d'exploitation et la décision finale dépend de certains facteurs

- Les documents fournis et la bonne connaissance du client, une relation solide entre la banque et le client facilite l'évaluation des risques associés au crédit

- La bonne réputation d'entreprise également est un élément clé dans la décision de financement. Cela peut être évalué à travers des références, des avis de partenaires commerciaux, et la notoriété générale de l'entreprise dans son secteur d'activité
- Une analyse détaillée sur la situation financière de l'entreprise révèle des points critiques nécessitant une attention particulière, notamment en ce qui concerne la gestion des flux de trésorerie, l'endettement à long terme, et la rentabilité des différentes branches d'activités et mettre la lumière sur les forces et les faiblesses financières.

Enfin, nous reconnaissons que l'étude menée est loin d'être complète, du fait de l'indisponibilité de certaines informations, cependant nous espérons que notre contribution apportera un nouvel éclairage pour la compréhension du rôle de la banque dans le financement du cycle d'exploitation. En effet, plusieurs aspects n'ont pas été abordés en profondeur.

Malgré ces limitations, nous avons cherché à mettre en avant les mécanismes essentiels par lesquels les banques soutiennent les entreprises dans leur cycle d'exploitation, en particulier à travers des produits financiers tels que les lignes de crédit bancaire.

Nous souhaitons que cette étude puisse servir aux prochaines promotions, non seulement comme une base de connaissance mais aussi comme une source d'inspiration pour de futures recherches. Et nous espérons qu'ils vont apporter des perspectives encore plus riches.

# *Références Bibliographiques*

## ➤ **Ouvrages**

- Amédée-Manesme, F (2016). Le financement des entreprises : Théorie et pratique economica
- Bessis, J . (2015). Gestion des risques dans les banques (4 ed .) John Wiley et Sons
- Boot, A. W.A (2000). Relationship banking, what do we know ?. Journal of financial intermediation ,9(1).
- Banque et finance, le droit de crédit d'exploitation, 200
- Brigham,E,F,& Ehrhard, M,C.(2017).Financial management :theory & practice (15th ed).Cengage Learning, Boston, MA
- Charbonnier, B. (2012). La letter de change et le billet à ordre en droit français . LGDJ
- Diamond,D.W , Dybvig, P.H.(1983). Bank Runs, Deposit insurance, and Liquidity. Journal of political Economy, 91(3), 401-419
- F ;E.Monga, Analyse financière , Editions Economica , 2020
- Farouk BOUYACOUB , « l'entreprise et le financement bancaire », casbah édition, Alger 2000.
- GOURIEROUX Christian, TIOMO André, « risque de crédit une approche avancée », Edition ECONOMICA, paris
- HADJ SADOK. T «analyse de et couverture du risque du crédit » société interbancaire
- Horngren, C.T, Datar, S.M.& Rajan, M.V. (2015). Cost Accounting: A Managerial Emphasis (15th ed). pearson education,Upper Saddle River, NJ Howells ,P et Bain,K (2008), Economie de la monnaie, des banques et des marchés financiers (4 e ed ). Pearson education
- Mian , S et Smith, C. W .(1992). Politique de gestion des comptes clients: Théorie et preuves . Journal of finance.
- Marty, J.P. (2007). Technique de financement des entreprises: l'escompte commercial
- Martin, J.et Raynaud , P , (2008). Droit des garanties bancaires: Aval, cautionnement et autres suretés. LexisNexis
- Porcheron, J.(2015). Le credit documentaire : Théorie et pratique ( 4 ed ). Dunod
- Provost. J : les mots de l'économie, édition marketing, paris. 1986.
- S.MEZIANI, économie d'entreprise : comptabilité générale, Université Frères Mentouri Constantine 1 INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES APPLIQUEES,

- Tahar hadj sado, « les risques de l'entreprise et de la banque », Dahlab, Alger, Algérie,2012.
- Saunders,A, Cornett,M.(2008). Marché financiers et institutions (7ed). McGraw-Hill
- Vives , X. (2017). The impact of finTech on banking. European Economy

### ➤ Documents et Articles

- DE COUSSERGUES, S «la banque, structuré,marché,gestion » Ed economica,1996.
- Goodhart,C.A,E.(1988),The evolution of central banks. MIT Press
- <http://docs.finance.free.fr/DOCS/Risque%20de%20cr%20dit%20-%20Une%20approche%20avanc%20e.pdf> (consulté le 10/02/2024)
- Grimaldi, M. (2017). Droit des suretés: Le cautionnement (7ed ) . Dalloz
- Gulf Bank (op.cit.)
- de formation (SIBF)
- Jean-Marc Perrin, Michel Zmijewski, «analyse financière- approche théorique et pratique »
- Joelle BONEFANT & Jean LACROIX , direction des relations internationales de l'enseignement
- Josette ; Pyard.M :Dictionnaire de finance, édition Vuibert, 2eme édition, paris , 2001.
- Kiechel,W, (2010). financement à court terme : Mobilisation des créances et techniques de financement (2 ed). Vuibert
- Kshetri,N. (2014). Big data's impact on privacy , security and consumer welfare
- L'agence Gulf Bank Azazga
- La fonction financière, cloudfront. Net.  
<https://d1n7iqsz6ob2ad.cloudfront.net/document/pdf/532c74745d4d3.pdf>
- Lalouche.K ; Maalem.D : les opérations de crédit bancaire et financement des investissements cas BNA, mémoire de Licence en science économique, option MBF, université de Béjaia, promotion 2008
- Mémoire de DJAOUTI KARIMA, TOUDJI FARID « l'analyse de risque du crédit d'exploitation », année 2020/2021
- Memoiresonline.com
- MOULAI KHATIR RACHID « gestion et évaluation des risques de crédits de la méthode traditionnelle à la méthode aecomng , cas d'une banque Algérienne », année universitaire 2002,2003

- Article 119 de la loi Algérienne n° 90-10 sur la monnaie et le crédit du 14.4.1990
- L'article 68 de l'ordonnance 03.11 du 26 juillet 2003 de la loi 90-10 du 14.04.1990 à la monnaie et au crédit

➤ **Sites internet**

- L'environnement de l'entreprise, <https://fac.umc.edu.dz/ista/pdf/cours/chapitre%202.pdf>
- Annoncec-legales, [https://www.annonces-legales.fr.](https://www.annonces-legales.fr/) /actualite/les-statuts-dentreprise-definition
- <https://mail.google.com/mail/u/0?ui=2&ik=51b3e35cc1&attid=0.1&permmsgid=msg-a:r>
- [Entreprendre.service-public.fr](http://Entreprendre.service-public.fr)
- <https://entreprendre.service-public.fr>
- [Bdc.ca](http://Bdc.ca)
- Compta-facile.com.
- Emma Perrin, agicap.com.
- Libeo.io
- Bdc.ca
- Corcentric.com
- Compta-facile.com
- Lebloguedurigeant .com
- Debitoor.fr
- L-Expert-Comptable
- Fygr.io
- La banques des métiers qui bougent <https://desmetiersquibougent.jinvestislavenir.fr/les-defis-de-la-banque>
- Allianz-trade.com
- Formation.lefevre-dollaz.fr
- L'expert-comptable.com
- Droits-libertes.org <https://droits-libertes.org/fiche-entreprise/>
- Domestiquequibougent.jinvestislavenir.fr
- 3vfinance.com <https://www.3vfinance.com/infinance-le-blog/fr/risque-de-credit>
- Capital.fr <https://www.capital.fr/entreprises-marches/risque-operationnel-definition-types-et-enjeux-1400362>

- Ig.com <https://www.ig.com/fr/glossaire-trading/risque-de-credit-definition>
- economie.gouv.qc.ca  
[https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/formations/export/EQ\\_formation\\_RSE/story\\_content/external\\_files/version\\_textuelle.htm](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/formations/export/EQ_formation_RSE/story_content/external_files/version_textuelle.htm)
- International Monetary Fund <https://www.imf.org/fr/About/Factsheets/Financial-System-Soundness>
- Les relations sociales au sein de l'entreprise, <http://www.est-usmba.ac.ma/coursenligne/GRH-S4-M13.2-Les%20relations%20sociales-CRS-Ouddasser.pdf> et ses alternatives (2ed). Economica

# *Annexes*

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

N.I.F .

Désignation de l'entreprise:

Activité: Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique

Adresse: Wilaya Tizi-ouzou

Exercice clos le 31/12/2020

## BILAN (ACTIF)

ACTIF	Montants Bruts	2020		Net	Net
		Amortissements Provisions et pertes de valeurs			
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>					
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Bâtiments					
Autres immobilisations corporelles					
	48 165 784	20 320 785	27 844 999	34 928 860	
Immobilisations en concession					
<b>Immobilisations encours</b>					
<b>Immobilisations financières</b>					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants					
Impôts différés actif					
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>	<b>48 165 784</b>	<b>20 320 785</b>	<b>27 844 999</b>	<b>34 928 860</b>	
<b>ACTIF COURANT</b>					
<b>Stocks et encours</b>	<b>39 294 419</b>		<b>39 294 419</b>	<b>15 136 729</b>	
<b>Créances et emplois assimilés</b>					
Clients	84 278 855		84 278 855	69 322 031	
Autres débiteurs	447 071		447 071	2 777 223	
Impôts et assimilés	11 989 043		11 989 043	10 521 156	
Autres créances et emplois assimilés					
<b>Disponibilités et assimilés</b>					
Placements et autres actifs financiers courants					
Trésorerie	908 227		908 227	2 778 023	
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>136 917 616</b>		<b>136 917 616</b>	<b>100 535 164</b>	
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>185 083 400</b>	<b>20 320 785</b>	<b>164 762 615</b>	<b>135 464 025</b>	

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION N.I.F

Désignation de l'entreprise:

Activité: Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique  
 Adresse: Wilaya Tizi-ouzou

Exercice clos le 31/12/2020

**BILAN (PASSIF)**

	2020	2019
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital émis	20 000 000	100 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	1 700 430	
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	5 463 967	5 733 037
Autres capitaux propres - Report à nouveau	412 322	16 279 715
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
<b>TOTAL I</b>	<b>27 576 720</b>	<b>22 112 753</b>
<b>PASSIFS NON-COURANTS</b>		
Emprunts et dettes financières		
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
<b>TOTAL II</b>		
<b>PASSIFS COURANTS:</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	81 438 683	75 971 731
Impôts	16 705 506	14 309 343
Autres dettes	39 041 704	23 070 197
Trésorerie passif		
<b>TOTAL III</b>	<b>137 185 894</b>	<b>113 351 272</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)</b>	<b>164 762 615</b>	<b>135 464 025</b>

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

## IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise:

Activité: Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique  
 Adresse: Wilaya Tizi-ouzou

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

## COMPTE DE RESULTAT

RUBRIQUES	2020		2019	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises				
Produits fabriqués				
Prestations de services		95 711 359		105 595 867
Vente de travaux				
Produits annexes			2 860	
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		95 711 359		105 593 017
Production stockée ou déstockée		11 000 000		9 000 000
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
<b>I-Production de l'exercice</b>		<b>106 711 359</b>		<b>114 593 017</b>
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	55 300 244		67 845 328	
Autres approvisionnements	1 560 608			
Variations des stocks				
Achats d'études et de prestations de services				
Autres consommations	4 004 635		2 014 354	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats			459	
Sous-traitance générale	5 488 920		2 604 444	
Locations			420 168	
Services			482 010	
Entretien, réparations et maintenance			1 518 228	
Primes d'assurances	487 110			
Personnel extérieur à l'entreprise			338 427	
Remunération d'intermédiaires et honoraires	200 000		30 110	
Publicité	30 110			
Déplacements, missions et réceptions			305 523	
Autres services	317 622			
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs				
<b>II-Consommations de l'exercice</b>	<b>67 388 793</b>		<b>75 558 595</b>	
<b>III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)</b>		<b>39 322 565</b>		<b>39 034 422</b>
Charges de personnel	21 839 951		22 687 272	
Impôts et taxes et versements assimilés	1 845 485		486 758	
<b>IV-Excédent brut d'exploitation</b>		<b>15 637 128</b>		<b>15 860 394</b>
Autres produits opérationnels		100 980		171 293
Autres charges opérationnelles	328 420		344 422	
Dotations aux amortissements	9 945 721		8 110 966	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions		5 463 967		7 576 299
<b>V-Résultat opérationnel</b>		<b>5 463 967</b>		<b>7 576 299</b>
Produits financiers			21 637	
Charges financières			21 637	
<b>VI-Résultat financier</b>		<b>5 463 967</b>		<b>7 554 661</b>
<b>VII-Résultat ordinaire (V+VI)</b>				
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
<b>VIII-Résultat extraordinaire</b>			1 821 624	
Impôts exigibles sur résultats				
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire		5 463 967		5 733 037
<b>IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>				<b>5 733 037</b>

(\*) A détailler sur état annexe à joindre

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

N.I.F

Désignation de l'entreprise:

Activité:

Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique

Adresse:

Wilaya Tizi-ouzou

Exercice clos le

31/12/2021

28 JUN 2022

**BILAN (ACTIF)**

ACTIF	2021			2020
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	49 569 042	30 446 656	19 122 385	27 844 999
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>	<b>49 569 042</b>	<b>30 446 656</b>	<b>19 122 385</b>	<b>27 844 999</b>
<b>ACTIF COURANT</b>				
Stocks et encours	424 398		424 398	39 294 419
Créances et emplois assimilés				
Clients	171 644 952		171 644 952	84 278 855
Autres débiteurs	688 036		688 036	447 071
Impôts et assimilés	11 350 970		11 350 970	11 989 043
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	971 301		971 301	908 227
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>185 079 659</b>		<b>185 079 659</b>	<b>136 917 616</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>234 648 701</b>	<b>30 446 656</b>	<b>204 202 045</b>	<b>164 762 615</b>

<b>IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION</b>	N.I.F
Désignation de l'entreprise:	
Activité:	Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique
Adresse:	Tizi-ouzou
Exercice clos le	31/12/2021

**BILAN (PASSIF)**

	2021	2020
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital émis	20 000 000	20 000 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	1 700 430	1 700 430
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	8 748 004	5 463 967
Autres capitaux propres - Report à nouveau	5 876 290	412 322
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
<b>TOTAL I</b>	<b>36 324 724</b>	<b>27 576 720</b>
<b>PASSIFS NON-COURANTS</b>		
Emprunts et dettes financières		
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
<b>TOTAL II</b>		
<b>PASSIFS COURANTS:</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	78 846 892	81 438 683
Impôts	26 475 185	16 705 506
Autres dettes	62 555 242	39 041 704
Trésorerie passif		
<b>TOTAL III</b>	<b>167 877 320</b>	<b>137 185 894</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)</b>	<b>204 202 045</b>	<b>164 762 615</b>

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

**IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION** N.I.F. \_\_\_\_\_

Désignation de l'entreprise: \_\_\_\_\_

Activité: **Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique**

Adresse: **Wilaya Tizi-ouzou**

Exercice du **01/01/2021** au **31/12/2021**

**COMPTE DE RESULTAT**

RUBRIQUES	2021		2020	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises				
Production vendue				
Produits fabriqués				
Prestations de services				
Vente de travaux		131 811 679		95 711 359
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		131 811 679		95 711 359
Production stockée ou déstockée	20 000 000			11 000 000
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
<b>I-Production de l'exercice</b>		<b>111 811 679</b>		<b>106 711 359</b>
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	65 474 184		55 300 244	
Autres approvisionnements	353 008		1 560 608	
Variations des stocks				
Achats d'études et de prestations de services				
Autres consommations	4 964 885		4 004 635	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats				459
Sous-traitance générale			5 488 920	
Locations				
Services extérieurs				
Entretien, réparations et maintenance	353 831		487 110	
Primes d'assurances	561 764			
Personnel extérieur à l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	160 000		200 000	
Publicité	216 910		30 110	
Déplacements, missions et réceptions				
Autres services	309 839		317 622	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs				
<b>II-Consommations de l'exercice</b>	<b>72 394 424</b>		<b>67 388 793</b>	
<b>III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)</b>		<b>39 417 255</b>		<b>39 322 565</b>
Charges de personnel	18 685 351		21 839 951	
Impôts et taxes et versements assimilés	1 437 527		1 845 485	
<b>IV-Excédent brut d'exploitation</b>		<b>19 294 376</b>		<b>15 637 128</b>
Autres produits opérationnels		28 321		100 980
Autres charges opérationnelles	448 822		328 420	
Dotations aux amortissements	10 125 871		9 945 721	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions				
<b>V-Résultat opérationnel</b>		<b>8 748 004</b>		<b>5 463 967</b>
Produits financiers				
Charges financières				
<b>VI-Résultat financier</b>				
<b>VII-Résultat ordinaire (V+VI)</b>		<b>8 748 004</b>		<b>5 463 967</b>
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
<b>VIII-Résultat extraordinaire</b>				
Impôts exigibles sur résultats				
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire				
<b>IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>8 748 004</b>		<b>5 463 967</b>

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

N.I.F.

Désignation de l'entreprise:

Activité: Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique

Adresse: Wilaya Tizi-ouzou

Exercice clos le 31/12/2022

## BILAN (ACTIF)

ACTIF	2022		2021	
	Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net	Net
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles	80 833 327	39 857 517	40 975 810	19 122 385
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés actif				
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>	<b>80 833 327</b>	<b>39 857 517</b>	<b>40 975 810</b>	<b>19 122 385</b>
<b>ACTIF COURANT</b>				
Stocks et encours	52 353 039		52 353 039	424 398
Créances et emplois assimilés				
Clients	143 288 469		143 288 469	171 644 952
Autres débiteurs	2 234 794		2 234 794	688 036
Impôts et assimilés	12 519 616		12 519 616	11 350 970
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	441 138		441 138	971 301
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>210 837 058</b>		<b>210 837 058</b>	<b>185 079 659</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>291 670 386</b>	<b>39 857 517</b>	<b>251 812 868</b>	<b>204 202 045</b>

**IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION** N.I.F. \_\_\_\_\_

Désignation de l'entreprise: \_\_\_\_\_

Activité: **Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique**

Adresse: **Tizi-ouzou**

Exercice clos le **31/12/2022**



### BILAN (PASSIF)

	2022	2021
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital émis	20 000 000	20 000 000
Capital non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	1 700 430	1 700 430
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	5 233 201	8 748 004
Autres capitaux propres - Report à nouveau	12 612 254	5 876 290
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
<b>TOTAL I</b>	<b>39 545 886</b>	<b>36 324 724</b>
<b>PASSIFS NON-COURANTS</b>		
Emprunts et dettes financières	18 912 440	
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
<b>TOTAL II</b>	<b>18 912 440</b>	
<b>PASSIFS COURANTS:</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	88 583 827	78 846 892
Impôts	20 250 202	26 475 185
Autres dettes	84 520 510	62 555 242
Trésorerie passif		
<b>TOTAL III</b>	<b>193 354 541</b>	<b>167 877 320</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)</b>	<b>251 812 868</b>	<b>204 202 045</b>

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

IMPRIME DESTINE A L'ADMINISTRATION

N.I.F

Désignation de l'entreprise:

Activité: Const. Métallique, ETB Menuiserie Métallique  
 Adresse: Tizi-ouzou

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

## COMPTES DE RESULTAT

RUBRIQUES	2022		2021	
	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)	DEBIT (en Dinars)	CREDIT (en Dinars)
Ventes de marchandises				
Production vendue				
Produits fabriqués				
Prestations de services				
Vente de travaux		59 173 811		131 811 679
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaires net des Rabais, remises, ristournes		59 173 811		131 811 679
Production stockée ou déstockée		43 300 000	20 000 000	
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
<b>I-Production de l'exercice</b>		<b>102 473 811</b>		<b>111 811 679</b>
Achats de marchandises vendues				
Matières premières	54 037 387		65 474 184	
Autres approvisionnements			353 008	
Variations des stocks				
Achats d'études et de prestations de services				
Autres consommations	6 202 582		4 964 885	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur achats				
Sous-traitance générale	1 721 400			
Locations	513 322			
Services extérieurs	561 109		353 831	
Primes d'assurances	1 098 797		561 764	
Personnel extérieur à l'entreprise				
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	297 951		160 000	
Publicité			216 910	
Déplacements, missions et réceptions				
Autres services	678 255		309 839	
Rabais, remises, ristournes obtenus sur services extérieurs				
<b>II-Consommations de l'exercice</b>	<b>65 110 806</b>		<b>72 394 424</b>	
<b>III-Valeur ajoutée d'exploitation (I-II)</b>		<b>37 363 005</b>		<b>39 417 255</b>
Charges de personnel	21 373 960		18 685 351	
Impôts et taxes et versements assimilés	988 015		1 437 527	
<b>IV-Excédent brut d'exploitation</b>		<b>15 001 030</b>		<b>19 294 375</b>
Autres produits opérationnels		281 784		28 321
Autres charges opérationnelles	190 863		448 822	
Dotations aux amortissements	9 410 861		10 125 871	
Provision				
Pertes de valeur				
Reprise sur pertes de valeur et provisions				
<b>V-Résultat opérationnel</b>		<b>5 681 089</b>		<b>8 748 004</b>
Produits financiers				
Charges financières	447 887			
<b>VI-Résultat financier</b>	<b>447 887</b>			
<b>VII-Résultat ordinaire (V+VI)</b>		<b>5 233 201</b>		<b>8 748 004</b>
Eléments extraordinaires (produits) (*)				
Eléments extraordinaires (charges) (*)				
<b>VIII-Résultat extraordinaire</b>				
Impôts exigibles sur résultats				
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaire				
<b>IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>5 233 201</b>		<b>8 748 004</b>

(\*) A détailler sur état annexe à joindre

**Dossier de demande de crédits d'exploitation**

**DOCUMENTS ADMINISTRATIFS (OBLIGATOIRES)**

- Demande de crédit chiffrée avec indication des garanties proposées par le client (joindre copies des actes de propriété, certificats négatifs, livrets fonciers pour les biens immobiliers cadastrés et extrait de rôle du propriétaire du bien).
- Statuts de la société (y compris les avenants, le cas échéant).
- Registre de commerce.
- NIS (Numéro d'Identification Statistique)
- Carte fiscale
- Contrat de location du siège et du dépôt
- Pièce d'identité, résidence et acte de naissance des gérants et co gérants
- Extrait de rôles de moins de 3 mois et l'échéancier de paiement, le cas échéant).
- Attestations de mises à jours CNAS et CASNOS en cours de validité (CACOBAT, le cas échéant).
- Autorisation de consultation de la Centrale des Risques de la Banque d'Algérie remplie et signée par la personne habilitée à engager la société (Imprimé ci-joint).

**DOCUMENTS FINANCIERS (OBLIGATOIRES)**

- Plan de charge et/ou d'importation et/ou plan de trésorerie prévisionnels
- Bilans et TCR (fiscaux) des 3 derniers exercices écoulés et situation comptable récente signée (*entreprises en activité*)
- Les 3 derniers rapports du commissaire aux comptes (pour les SPA, SARL, EURL et entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions DA) (*entreprises en activité*)
- Bilans et TCR prévisionnels.

**DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES (pouvant être exigées)**

- Bail de location en cours de validité (siège social).
- Autorisation ou Agrément délivré les autorités ou organismes publics compétents pour les activités nécessitant un tel document (ex : concessionnaires de véhicules, les producteurs de produits pharmaceutiques, les cliniques, etc.).
- Contrat(s) et/ou convention(s) d'offres de services signée(s) ou à signer avec les clients potentiels.
- Contrat(s) et ou convention de représentation et/ou d'exclusivité de produits et/ou de marques.
- Copies des attestations de bonne exécution de travaux dans le cadre de contrats de travaux et de services
- Décision ANDI.



SARL

Wilaya Tizi-ouzou

EDITION\_DU:01/04/2024 13:21  
EXERCICE:01/01/2023 AU 31/12/2023

N° D'IDENTIFICATION:

## BILAN (ACTIF) -copie provisoire

ACTIF	NOTE	2023		2022
		Montants Bruts	Amortissements Provisions et pertes de valeurs	Net
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrainsx				
Bâtiments				
Autres immobilisations corporelles		82 013 409,32	54 487 934,88	27 525 474,44
Immobilisations en concession				
Immobilisations encours				
Immobilisations financières				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres actifs financiers non courants		829 336,80		829 336,80
Impôts différés actif				
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>		<b>82 842 746,12</b>	<b>54 487 934,88</b>	<b>28 354 811,24</b>
<b>ACTIF COURANT</b>				
Stocks et encours		37 217 517,98		37 217 517,98
Créances et emplois assimilés				
Clients		80 538 674,00		80 538 674,00
Autres débiteurs		11 757 437,58		11 757 437,58
Impôts et assimilés		35 730 179,14		35 730 179,14
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie		10 224 436,67		10 224 436,67
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>175 468 245,37</b>		<b>175 468 245,37</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>		<b>258 310 991,49</b>	<b>54 487 934,88</b>	<b>203 823 056,61</b>
				<b>251 812 868,76</b>

SARL

- Wilaya Tizi-ouzou

EDITION DU: 01/04/2024 13:45  
EXERCICE 01/01/2023 AU 31/12/2023

N° D'IDENTIFICATION:

## BILAN (PASSIF) -copie provisoire

	NOTE	2023	2022
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital émis		20 000 000,00	20 000 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		1 700 430,55	1 700 430,55
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		11 889 410,47	5 233 201,92
Autres capitaux propres - Report à nouveau		16 598 243,20	12 612 254,28
Part de la société consolidante (1)			
Part des minoritaires (1)			
<b>TOTAL I</b>		<b>50 188 084,22</b>	<b>39 545 886,75</b>
<b>PASSIFS NON-COURANTS</b>			
Emprunts et dettes financières		11 529 038,52	18 912 440,64
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
<b>TOTAL II</b>		<b>11 529 038,52</b>	<b>18 912 440,64</b>
<b>PASSIFS COURANTS:</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés		14 883 729,04	88 583 827,98
Impôts		9 353 035,30	20 250 202,85
Autres dettes		117 869 169,53	84 520 510,54
Trésorerie passif			
<b>TOTAL III</b>		<b>142 105 933,87</b>	<b>193 354 541,37</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)</b>		<b>203 823 056,61</b>	<b>251 812 868,76</b>

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés

SARL

N° D'IDENTIFICATION:

Wilaya Tizi-ouzou

EDITION DU: 30/03/2024 17:16

EXERCICE: 01/01/2023 AU 31/12/2023

PERIODE DU: 01/01/2023 AU 31/12/2023

**COMPTE DE RESULTAT/NATURE**

LIBELLE	NOTE	2023	2022
Ventes et produits annexes		350 124 677.12	59 173 811.45
Variation stocks produits finis et en cours		-43 300 000.00	43 300 000.00
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
<b>I-PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>		<b>306 824 677.12</b>	<b>102 473 811.45</b>
Achats consommés		-204 276 652.93	-60 239 969.69
Services extérieurs et autres consommations		-8 823 740.90	-4 870 836.31
<b>II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE</b>		<b>-213 100 393.83</b>	<b>-65 110 806.00</b>
<b>III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION</b>		<b>93 724 283.29</b>	<b>37 363 005.45</b>
Charges de personnel		-63 090 414.58	-21 373 960.23
Impôts, taxes et versements assimilés		-3 941 144.64	-988 015.00
<b>IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>26 692 724.07</b>	<b>15 001 030.22</b>
Autres produits opérationnels		83 181.63	281 784.14
Autres charges opérationnelles		-56 733.38	-190 863.26
Dotations aux amortissements, provisions et reprises sur pertes de valeur et provisions		-14 630 416.94	-9 410 861.59
<b>V- RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>12 088 755.38</b>	<b>5 681 089.51</b>
Produits financiers			
Charges financières		-199 147.71	-447 887.59
<b>VI-RESULTAT FINANCIER</b>		<b>-199 147.71</b>	<b>-447 887.59</b>
<b>VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS</b>		<b>11 889 607.67</b>	<b>5 233 201.92</b>
Impôts exigibles sur résultats ordinaires			
Impôts différés ( Variations ) sur résultats ordinaires			
<b>TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES</b>		<b>306 907 858.75</b>	<b>102 755 595.59</b>
<b>TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES</b>		<b>-295 018 251.08</b>	<b>-97 522 393.67</b>
<b>VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>11 889 607.67</b>	<b>5 233 201.92</b>
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
<b>IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE</b>			
<b>X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>11 889 607.67</b>	<b>5 233 201.92</b>

# *Table des matières*

<i>Remerciement</i> .....	<i>I</i>
<i>Dédicace</i> .....	<i>II</i>
<i>Liste des abréviations</i> .....	<i>III</i>
<i>Liste des tableaux</i> .....	<i>V</i>
<i>Liste des figures</i> .....	<i>VI</i>
<i>Sommaire</i> .....	<i>VII</i>
<i>Introduction générale</i> .....	<i>01</i>

## *Partie Théorique*

### *Chapitre I : Généralités sur la banque et les crédits d'exploitation*

<b>Introduction</b> .....	<b>04</b>
<b>Section 01 : Concept général sur la banque</b> .....	<b>05</b>
1. Définition de la banque .....	05
1.1. Les fonctions des banques .....	05
1.1.1. La gestion du système de paiement .....	06
1.1.2. La mission d'intermédiation .....	06
1.1.3. Une mission d'assurance .....	07
1.1.4. Une mission de conseil .....	07
1.1.5. Un rôle politique .....	08
1.2. Classification des banques.....	09
1.2.1. Les banques de dépôt .....	10
1.2.2. Les banques d'affaires.....	10
1.2.3. Les banques mixtes .....	10
2. Définition d'un crédit bancaire .....	10
2.1. Caractéristiques des crédits bancaires .....	11
2.2. Classification des crédits bancaire .....	11

3.	Défis de la banque .....	12
3.1.	La création de nouveaux produits ou services .....	12
3.2.	La dématérialisation des opérations bancaires .....	13
3.3.	Le renforcement de la conformité .....	13
3.4.	La gestion des données .....	14
3.5.	La coordination bancaire internationale .....	14
	<b>Section 02 : Les crédits d'exploitation .....</b>	<b>15</b>
1.	Définition des crédits d'exploitation .....	15
1.1.	Importance des crédits d'exploitation .....	15
2.	Typologies de crédit d'exploitation .....	15
2.1.	Les crédits par caisse .....	16
2.1.1.	Crédit par caisse généraux .....	16
2.1.1.1.	La facilité de caisse .....	16
2.1.1.2.	Le découvert .....	16
2.1.1.3.	Le crédit relais .....	17
2.1.1.4.	Le crédit de compagne .....	17
2.1.2.	Crédit par caisse spécifiques .....	17
2.1.2.1.	L'avance sur marchandises .....	17
2.1.2.2.	Le financement des marchés publics .....	17
2.1.2.3.	Le financement des marchés privés .....	18
2.1.2.4.	L'escompte commerciale .....	18
2.1.2.5.	La lettre de change relevée (L.C.R) .....	18
2.1.2.6.	Le crédit de mobilisation des créances commerciales (C.M.C.C) .....	19
2.2.	Les crédits par signature (indirects) .....	19
2.2.1.	L'acceptation .....	20
2.2.2.	L'aval .....	20

2.2.3. Les cautionnements .....	20
2.2.4. Le crédit documentaire .....	20
<b>Section 03 : Les risques d'un crédit d'exploitation .....</b>	<b>21</b>
1. Définition du risque d'un crédit d'exploitation .....	21
2. Caractéristique du risque d'un crédit d'exploitation.....	21
2.1. Volatilité.....	21
2.2. Court terme.....	21
2.3. Sensibilité aux cycles économique .....	21
2.4. Impact direct sur la liquidité .....	22
3. Typologies des risques de crédit d'exploitation .....	22
3.1. Le risque d'immobilisation.....	22
3.2. Le risque de liquidité .....	22
3.3. Le risque opérationnel .....	22
3.4. Le risque sectoriel .....	22
3.5. Le risque de non remboursement .....	23
3.6. Le risque financier .....	23
<b>Conclusion .....</b>	<b>24</b>
<b><i>Chapitre II : Les perspectives théoriques sur l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation</i></b>	
<b>Introduction .....</b>	<b>25</b>
<b>Section 01 : Processus de montage d'un dossier de crédit d'exploitation .....</b>	<b>26</b>
1. Définition de montage de crédit d'exploitation.....	26
1.1. Constituions d'un dossier de crédit d'exploitation .....	26
1.1.1. Documents administratifs (obligatoires) .....	26
1.1.2. Documents complémentaires (peuvent être exigées) .....	27
1.2. Identification de demandeur .....	27

1.2.1. Fiche d'identification de la clientèle (KYC) .....	28
1.2.2. Le compte rendu de visite .....	28
2. La fiche de l'entreprise .....	28
2.1. Les dimensions de l'entreprise .....	29
2.1.1. La dimension économique .....	29
2.1.2. La dimension financière .....	30
2.1.3. La dimension humaine .....	30
2.2. L'environnement économique et administratif de l'entreprise .....	31
2.2.1. Les statuts .....	32
2.2.2. Les relations sociales .....	33
2.2.3. La comptabilité .....	33
<b>Section 02 : L'analyse financière</b> .....	<b>34</b>
1. Définition de l'analyse financière .....	34
1.1. Définition des ratios .....	34
1.1.1. Les ratios de structure .....	35
1.1.1.1. Le ratio de fonds de roulement .....	35
1.1.1.2. Le besoin de fonds de roulement .....	36
1.1.2. Le ratio de rotation .....	37
1.1.2.1. Le ratio de rotation des stocks.....	37
1.1.2.2. Le ratio de rotation clients .....	38
1.1.2.3. Le ratio de rotation fournisseur client .....	38
1.1.3. Le ratio de gestion bancaire.....	39
1.1.3.1. Le ratio de solvabilité.....	39
1.1.4. Le ratio de rentabilité .....	40
1.1.4.1. Le ratio de rentabilité des capitaux permanents .....	40
2. La trésorerie .....	41

2.1. Influence des ratios sur la trésorerie .....	42
2.2. Les principaux du bilan financier .....	42
2.3. Comparaison de bilans successifs .....	42
2.4. Présentation du TCR et le SIG.....	44
2.4.1. Le TCR .....	44
2.4.2. Les SIG .....	44
2.5. Comparaison des résultats .....	46
2.6. Les garanties .....	47
<b>Conclusion</b> .....	<b>48</b>

### *Partie Pratique*

#### *Chapitre III : Constitution d'un dossier de crédit d'exploitation*

<b>Introduction</b> .....	49
<b>Section 01 : Présentation de l'établissement d'accueil</b> .....	50
1. Présentation de Gulf Bank Algérie .....	50
1.1. Les valeurs de AGB .....	50
1.2. Produits et services offerts.....	51
1. Présentation de l'agence d'accueil Azazga .....	53
2.1. L'organisation de l'agence .....	53
2.1.1. Directeur d'agence (DA) .....	53
2.1.2. Responsable commercial (RC) .....	53
2.1.3. Conseiller clientèle corporate (CCC) .....	53
2.1.4. Chargé de clientèle particulier (CCP) .....	53
2.1.5. Back office dinar & devise (BO) .....	54
2.1.6. Chargé relation clientèle (CRC) .....	54
2.1.7. Le caissier .....	54
2.2. Les outils de travail .....	54

2.2.1. Outlook .....	54
2.2.2. ACE .....	54
2.2.3. CRM.....	54
2.2.4. Welcome AGB .....	55
2.2.5. SGB .....	55
2.2.6. Talenteo AGB .....	55
2.2.7. AGB academy .....	55
2.2.8. ICD .....	55
3. Organisation de la banque .....	55
3.1. Fonction de crédit en Agence .....	56
3.2. Fonction de crédit à La direction de financement .....	56
3.2.1. Organisation .....	57
3.2.2. Missions .....	57
3.3. Département Risque Crédit .....	58
3.3.1. Le Financial .....	59
3.3.2. La note risque crédit .....	59
3.4. Département de l'administration de crédit (ADM crédit) .....	59
3.5. Département gestion de crédit .....	60
<b>Section 02 : traitement d'un dossier de crédit d'exploitation .....</b>	<b>64</b>
1. Présentation de l'opération .....	64
1.1. Présentation de l'entreprise et son environnement .....	64
1.1.1. L'historique de l'entreprise .....	65
1.1.2. Présentation interne de l'entreprise .....	65
1.1.2.1. Les Associés .....	65
1.1.2.2. Le personnel .....	65
1.1.2.3. 1Management .....	65

1.1.2.4.	Le produit .....	65
1.1.3.	Présentation externe de l'entreprise .....	65
1.1.3.1.	Le marché .....	65
1.1.3.2.	Les clients de notre relation .....	66
1.1.3.3.	L'approvisionnement .....	66
2.	L'historique de la relation .....	66
2.1.	Définition de découvert mobilisable .....	66
3.	L'analyse financière de l'entreprise .....	66
3.1.	Analyse de l'activité de la société .....	66
3.1.1.	Analyse de la solvabilité.....	67
3.1.2.	Analyse de la rentabilité .....	67
3.1.3.	Analyse de la structure financière .....	68
3.2.	Analyse du cycle d'exploitation .....	69
3.3.	Analyse de l'endettement. ....	70
4.	Les garanties de l'entrepreneur .....	70
5.	Avis des décisions .....	70
<b>Conclusion</b>	.....	<b>72</b>
<b><i>Conclusion générale</i></b>	.....	<b>73</b>

### ***Références Bibliographiques.***

### ***Annexes.***

### ***Table des matières.***

### ***Résumé.***

## *Résumé*

Ce travail vise à ouvrir un débat sur un sujet complexe en s'appuyant sur une analyse documentaire approfondie. Le thème abordé porte sur le montage et l'étude d'un dossier de crédit d'exploitation, un aspect essentiel dans le financement des entreprises. Pour aborder ce sujet, nous avons formulé la problématique suivante : Quel est le processus de montage et étude d'un dossier de crédit d'exploitation au sein de l'agence AGB ?

Pour répondre à cette question, nous avons d'abord mené une recherche documentaire sur le financement d'entreprise en général, afin de bien comprendre les mécanismes et processus impliqués, cette approche globale nous a ensuite permis de nous concentrer plus spécifiquement sur la demande de crédit d'exploitation et son élaboration, nous fournissant ainsi une compréhension approfondie du sujet.

Cette problématique principale nous a amenés à explorer plusieurs sous-questions essentielles

- Quels sont les documents exigés à la constitution d'un dossier de crédit d'exploitation
- Quelle est l'étude menée pour évaluer un dossier de crédit d'exploitation
- Quelles sont les garanties pour l'octroi d'un dossier de crédit d'exploitation

Afin de mieux cerner les critères influençant la décision des banquiers concernant les crédits d'exploitation, nous avons appliqué les concepts et instruments développés dans la partie théorique à une étude de cas concrète. Cette étude de cas repose sur un dossier réel fourni par l'établissement d'accueil Gul Bank Azazga.

Cette démarche nous a permis d'identifier les attentes des banques et les éléments clés déterminants dans l'octroi de crédits d'exploitation. Par cette analyse, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension des pratiques bancaires et des enjeux liés au financement des cycles d'exploitation des entreprises.

**Mots clé :** Montage, étude, crédit d'exploitation, , analyse financière, financement bancaire

## *Abstract*

This work aims to initiate a debate on a complex subject by relying on a comprehensive documentary analysis. The central theme concerns the preparation and study of an operating credit file, an important aspect of business financing. To address this topic, we formulated the following problem statement: what is the process for preparing and studying an operating credit file within the AGB agency?

To answer this question, we first conducted extensive documentary research on business financing in general to understand the mechanisms and processes involved. This broad approach then allowed us to study operating credit and its preparation, providing us with an in-depth understanding of the subject.

The main problem led us to explore several essential sub-questions :

- What documents are required for the preparing of an operating credit file ?
- What study is conducted to evaluate an operating credit file ?
- What guarantees are required for the granting of an operating credit ?

To better understand the criteria influencing banker's decisions regarding operating credits, we applied the concepts and tools developed in the theoretical part to a concrete case study. This case study is based on a real file provided by our host institution, Gulf Bank Azazga. This approach allowed us to identify the banks' expectations and the key determining factors in granting operating credits. Through this analysis, we hope to contribute to a better understanding of banking practices and the issues related to financing business operating cycles.

**Keywords:** Structuring, study, working capital credit, financial analysis, bank financing